la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE
Fondée par **Pierre MONATTE** en 1925

Numéro 510 — Nouvelle série N° 209. NOVEMBRE 1965 — Prix : 2 F

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire (mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE - ALGERIE
Six mois .. .. 11 F
Un an .. .. 20 F

EXTERIEUR
Six mois .. .. 13 F
Un an .. .. 24 F
Le numéro : 2 F

ADRESSER LA CORRESPONDANCE concernant la rédaction et l'Administration à la « *Révolution prolétarienne* »
21, rue Jean-Robert, Paris (18e)
Téléphone : 607-02-06

PERMANENCE
Les jeudis de 18 h à 19 h
Les samedis de 17 h à 19 h

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS
notre compte chèque postaux
Révolution prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 510 - Novembre 1965

ENTRE NOUS...

Le fidèle Duperray s'émeut de ce qu'il appelle « nos déchirements » :

Un numéro de la *R.P.* ! J'ai craint qu'il n'y en ait plus. Mais la place d'Hagnauer est vide. Un numéro de la *R.P.*, sans mon adversaire et ami, Roger Hagnauer, c'est un numéro en deuil, c'est comme si un pan de mur s'était effondré.

Que Duperray se rassure. Les collaborateurs de la R.P. ont le droit de se passionner pour des questions... indémontrables. (Ce sont d'ailleurs les seules pour lesquelles la passion remplace la démonstration). Et très vite, les opinions se personnalisent : « anti-Mercier ?, anti-Louzon ? ».

Mais nous gardons la tête froide. La preuve : nous publions très volontiers deux petits textes que Duperray joint à sa lettre et qui n'ont plus qu'un rapport assez lointain avec la question initiale : « Le C.I.A. conduit-il vraiment le bal ? »

« La brochure de Mercier sur le syndicalisme libertaire contient des analyses dont la lucidité et le désenchantement sont d'un esprit de tout premier plan, où s'allient l'expérience du militant et de l'homme tout court, et l'apport d'une haute culture politique et philosophique. Sa conception tragique du destin de l'anarchie qui pourrait le conduire au radical désespoir est sans cesse contrebalancée par un exceptionnel réalisme, par une perception aiguë de la nature des problèmes concrets qui, au travers de la conscience des immenses difficultés à vaincre, laissent toujours ouvertes les perspectives d'actions possibles. »

Michel BREUIL
(Instituteur, Saint-Etienne).

***

« J'ouvre les fenêtres, je crie au secours ! Et Robert Louzon — qui habite de l'autre côté du chemin — accourt, en chemise, revolver au poing !

« Cher Louzon ! Je ne serai pas constamment d'accord avec lui sur la question primordiale de la paix et de la guerre, mais cette minute-là le montre tel qu'on doit le voir : un fougueux batailleur, un audacieux risque-tout et un courageux à l'extrême. Il est marxiste-anarchiste ! Marxiste ? Je ne sais trop pourquoi, il a tellement horreur des entraves. Anarchiste ? par alliance, par ses fréquentations, et parce que ruant lui-même abondamment dans les brancards, toutes ses sympathies vont aux adversaires de l'Autorité. Louzon est d'une espèce rare, mais des hommes comme lui, en dépit des coups de boutoir donnés à faux, font avancer les sociétés. »

Louis LECOIN.
(*Le cours d'une vie*, page 232.)

LE Ve PLAN DES TRICHEURS

Quand furent connus les objectifs du Ve Plan proposés par le gouvernement, toutes les organisations syndicales émirent de sérieuses réserves et maintenant que les intentions se précisent les craintes sont devenues inquiétudes et même hostilité, car le Ve Plan que le gouvernement met en place est plus que jamais au service des intérêts capitalistes et de plus beaucoup de ces objectifs avoués sont faux. Outre la malhonnêteté d'affirmer des prétentions dont on connaît par avance qu'elles ne pourront pas se réaliser, il semble qu'on veuille détruire, dans l'esprit de l'opinion, cette notion de sérieux, que pouvaient présenter les plans précédents malgré leurs nombreuses insuffisances économiques et sociales normales pour un Ve Plan arrêté en régime capitaliste, nul doute non plus qu'on veut « dorer la pilule » aux Français avant les prochaines élections présidentielles.

Pour toutes ces raisons, nombreux sont les syndicalistes qui se prononcent contre le Ve Plan, tout en restant fidèles à l'idée et à la notion de planification, même indicative.

En lisant attentivement les remarques suivantes nos camarades pourront juger que le terme « tricheurs » correspond parfaitement aux intentions du régime gaulliste. Qu'ils en jugent.

ORIENTATION GENERALE DU PLAN. — Ce Plan s'inspire des idées de M. Giscard d'Estaing qui veut réduire la consommation pour augmenter l'épargne avec l'espoir (très fragile) qu'elle se portera sur les investissements (ou encouragera la spéculation foncière). Cette conception, qui est celle du plan de stabilisation, si elle a bien conduit à une diminution de la consommation a surtout entraîné une baisse de la production et automatiquement des investissements, sans oublier les conséquences sur le niveau de l'emploi.

Rappelons que la position de F.O., par exemple, est « produire plus (sécurité de l'emploi, meilleurs salaires), pour consommer plus (grâce à un pouvoir d'achat en progression constante) en gaspillant moins (dépenses de prestige, réforme des circuits de distribution, etc.) ».

D'autre part, ce Plan a été bâti, pour l'essentiel, dans la perspective du développement du Marché Commun dont l'évolution a été stoppée par le gouvernement le 30 juin dernier.

Toutes ces contradictions soulignent la mauvaise foi des objectifs avancés du plan.

LA POLITIQUE FINANCIERE PRECONISEE PAR LE PLAN. — En matière de financement le Ve Plan sera le triomphe de la politique libérale. L'autofinancement des entreprises aura de lourdes conséquences en ce qui concerne la direction de l'économie du pays, l'influence des intérêts privés gagnant du chemin sur la conception étatique. De plus, le poids qu'elle fera peser sur le coût de la production, laisse penser que les travailleurs supporteront l'essentiel de la charge, qui sera trouvée sur la progression de leurs rémunérations.

Les investissements, pour l'essentiel, seront donc prélevés sur le pouvoir d'achat des salariés et, dès maintenant, le problème de la gestion et de la propriété de ce surplus de moyens des entreprises devait être posé, sous une forme à étudier.

L'EVOLUTION DE LA PRODUCTION. — Le plan prévoit une augmentation moyenne annuelle de 5 %, tout en maintenant l'esprit du plan de stabilisation qui a eu pour effet de ramener le taux de progression à 2,5 % en 1965. On peut se demander par quel miracle, le taux de progression passera à 5 % en 1966, première année d'application du plan.

POLITIQUE DE L'EMPLOI. — Si le plan avait pour finalité des objectifs sociaux et humains, les travailleurs devraient être assurés du plein emploi, or l'examen des indicateurs d'alerte (clignotants signalant la réduction de l'activité économique) semble volontiers accepter 500 000 chômeurs. Par ailleurs aucune proposition valable n'est prévue pour réduire la durée du travail.

HAUSSE DU COUT DE LA VIE. — Le plan promet une limitation des hausses de 1,5 % par an. Le budget de l'Etat, de 1966, prévoit déjà, lui, une majoration de 1,80 %. Mieux, la Cour des Comptes de la Nation vient de constater que les prix sont en hausse de 2,4 % en 1965, malgré le plan dit de stabilisation. Il s'agit là d'une volonté manifeste de sous-estimer l'augmentation prévisible des prix.

LE REVENU DES TRAVAILLEURS. — Il n'est pas vrai, non plus, d'affirmer dans le plan que le revenu des Français sera augmenté de 6 % pendant la première année, alors que le budget ne prévoit que des augmentations en valeur de 4 % et que la masse salariale a diminué, en 1965, de 11 % par rapport à 1964. D'autre part, le gouvernement met en place une politique des revenus touchant les seuls salariés (limitation annuelle des augmentations de salaires) alors que ceux des autres catégories sociales progresseront sans limitation.

OBJECTIFS SOCIAUX. — L'examen des chiffres proposés, dans le domaine des équipements collectifs (Hôpitaux, Education nationale, etc.) fait apparaître que les besoins prioritaires seront loin d'être satisfaits.

La progression des dépenses de la Sécurité Sociale sera freinée, ce qui veut dire, que les prestations seront réduites sans doute, en même temps, que seront proposées des mesures nouvelles de financement de la Sécurité Sociale, mais tout cela, bien sûr, après les élections présidentielles.

FISCALITE. — Aucune réduction, au moins en faveur des personnes à faibles ressources, n'est prévue, mais par contre des dégrèvements viennent d'être accordés aux possesseurs de capitaux.

***

Ainsi ce Ve Plan apparaît-il comme un instrument qui conduira à une limitation des besoins des travailleurs du secteur privé comme du secteur public, tant en ce qui concerne leurs salaires, leur logement, que l'éducation de leurs enfants et les garanties pour leur vieillesse.

Fait nouveau, le cynisme provocant de ce plan démontre une belle assurance du pouvoir et laisse présager de dures mesures antisyndicales ou d'enveloppement si les travailleurs ne manifestent pas plus leur combativité.

Pour de nombreux militants F.O. de la Loire ce Plan de tricheurs apparaît au moins avec un objectif sincère : bien servir les intérêts des banquiers et remplir les caisses des grandes sociétés.

Souhaitons que les travailleurs, malgré le tam-tam de la télévision, sachent se conduire en syndicalistes et en citoyens majeurs.

Maurice PIOLET.

IL FAUT DÉGREVER AUSSI LES INVESTISSEMENTS DES TRAVAILLEURS

Pour encourager les investissements, tous les gouvernements ont une méthode très simple : le dégrèvement fiscal.

Qu'est-ce ?

Les bénéfices réalisés par une entreprise se divisent en deux parties : une est distribuée aux actionnaires ou bien gardée par le patron pour lui-même ; l'autre est investie pour perfectionner ou agrandir l'entreprise. Or, on sait que les bénéfices des entreprises sont soumis à l'impôt. Eh bien, pour encourager les investissements, le gouvernement dégrève en totalité ou en partie la part des bénéfices de l'entreprise qui est investie.

Supposons le cas d'une société qui réalise 100 millions de bénéfices. Ces bénéfices sont soumis à l'impôt sur les sociétés. Pour la simplification du calcul arrondissons cet impôt à 50 %. Il en résulte que la société en question devra payer 50 millions d'impôts sur les 100 millions de bénéfices réalisés.

Supposons maintenant que les bénéfices investis soient totalement exonérés d'impôts, ce qui est le cas actuellement. Il est évident que ladite société paiera d'autant moins d'impôts qu'elle investira davantage. Si, par exemple, elle décide d'investir 75 millions, elle ne paiera plus d'impôts que sur 25 millions soit, au taux de 50 %, 12,5 millions d'impôts au lieu de 50. Or, comme les 75 millions investis lui restent acquis sous forme de capital accru, la société aura ainsi gardé 87,5 millions sur les 100 de bénéfices réalisés (75 investis plus 12,5 distribués aux actionnaires). Alors que si elle n'avait pas investi, elle n'aurait gardé que 50 millions. En investissant, elle a donc réalisé un gain supplémentaire de 37,5 millions.

Ainsi en dégrevant les investissements, l'Etat contribue à enrichir les capitalistes.

Alors, je pose une question :

Pourquoi n'accorde-t-on pas aux travailleurs cet avantage que l'on accorde aux capitalistes ?

Car, enfin, les travailleurs aussi ont besoin de faire des investissements pour perfectionner ou agrandir leur « entreprise » qui, en l'occurrence, est représentée par leur logement. Tous les travailleurs savent ce qu'il en coûte, lorsqu'on veut sortir d'un logement insuffisant ou vétuste pour aller dans un autre plus grand et plus moderne. Ils savent ce qu'il en coûte, lorsqu'on doit remettre à neuf (peintures et papiers) son logement. Ils savent ce qu'il en coûte, lorsqu'il faut renouveler ou acheter ce que les économistes appellent les biens durables : cuisinière, réfrigérateur, lit, meubles ou poste de télévision.

Ces dépenses sont pour les travailleurs des investissements, car c'est dans la mesure où ils sont bien logés que les travailleurs peuvent avoir une grande capacité de travail. Or la capacité de travail, c'est, avec les moyens de travail (matières premières et outillage) la base même de l'activité économique. Si on juge utile de dégrever les investissements destinés à accroitre les moyens de travail, il est tout aussi utile de dégrever les investissements destinés à accroitre la capacité de travail des travailleurs. Un travailleur qui ne trouve pas calme et repos dans son logement, est dans de moins bonnes dispositions pour travailler.

Il faudrait donc que les travailleurs, tout au moins ceux dont le salaire est inférieur à 1.000 F par mois, puissent défalquer de leur revenu imposable les sommes qu'ils consacrent à l'achat de biens durables indispensables à leur ménage ou à leur logement. Ainsi lorsqu'un travailleur fait repeindre son logement, renouvelle ou achète une cuisinière, il devrait pouvoir défalquer les sommes dépensées de son revenu imposable. De même, lorsqu'il fait un emprunt au Crédit Foncier pour l'achat de son appartement, il devrait pouvoir défalquer de son revenu imposable non seulement l'intérêt mais le remboursement de l'emprunt.

Dégrever les investissements des travailleurs, voilà une revendication que tous les syndicats devraient inscrire sur leur cahier de revendications.

Pierre RIMBERT.

DEUX FOIS VENDUS !

Il y a une Fédération des Cercles marxistes-léninistes, de tendance chinoise, qui n'approuve pas le soutien communiste à la candidature Mitterrand.

« L'Humanité » du 27 octobre n'est pas contente. Elle dénonce l'activité de cette fédération qu'elle associe à un certain groupe « Révolte » d'Argenteuil-Bezons. Elle écrit :

« Eh bien ! qui sont ces grands révolutionnaires ? Il suffit de savoir que le principal initiateur et animateur du prétendu groupe « Révolte » d'Argenteuil-Bezons n'est autre que M. Cosperec, sous-préfet, directeur du cabinet de M. Chadeau, préfet du Val-d'Oise à Pontoise.

« On le voit, les groupuscules et individus plus ou moins tarés qui font profession de calomnier le parti communiste français et se présentent comme de soi-disant défenseurs de la pureté marxiste-léniniste sont à la solde du pouvoir gaulliste. Ils sont aussi le plus souvent à la solde des dirigeants chinois. »

Certes, tout ce qu'écrit « L'Humanité » n'est pas parole d'évangile ! (La Fédération des cercles marxistes-léninistes a déjà démenti sa relation avec le groupe « Révolte »). Mais, s'il fallait croire l'organe du P.C., nous serions en face d'agents doubles : vendus à DE GAULLE, vendus aux dirigeants chinois ! Deux fois vendus !

D'OU VIENT L'ARGENT ?...

...Pourrait-on dire, comme à la dernière page de notre « R.P. ».

Ici, les comptes sont aussi simples que ceux d'une ménagère et il n'y a qu'une seule source de revenus : c'est le porte-monnaie des amis abonnés, lecteurs, rédacteurs et administrateurs aussi. On pourrait dire en somme que « la R.P. » n'est vendue qu'une fois : à ceux qui la lisent !

Alors, amis lecteurs, ne l'oubliez jamais dans vos préoccupations immédiates !

La Révolution est le sel qui, sans autre invocation, nous préserve de la pourriture finale, le ferment immortel qui rend notre vertu vivace et victorieuse.

PROUDHON.

CHRONIQUE DE L'UNION DES SYNDICALISTES

PERMANENCE DU SYNDICALISME ET PERIPETIE ELECTORALE

En cette mi-novembre où bat son plein la campagne présidentielle, nous avons un peu l'impression de clamer dans un désert syndical. L'erreur est grande chez beaucoup de militants syndicaux qui délaissent ce qui devrait être les grandes tâches permanentes du syndicalisme ouvrier, c'est-à-dire la définition des vrais problèmes économiques, sociaux et même politiques, au sens large du mot, ainsi que le combat qui en résulte, pour se lancer dans une bataille locale qui n'est qu'une « péripétie » pour employer un mot qui revient volontiers dans le langage d'un des protagonistes de la bataille. Certains de ces militants, qui ne sont pas tous de mauvaise foi, font valoir que « les grands problèmes » que nous évoquons ne sont pas absents de la campagne présidentielle. Qu'est-ce qui empêche qu'ils soient posés et mis en lumière avant, pendant et après cet épisode ? Ils ne gagnent rien à être réduits à la taille modeste de l'un ou l'autre candidat au pouvoir politique, à leur être présentés en quelque sorte comme si leur solution dépendait d'eux ; c'est agir comme si les questions dominantes de la société d'aujourd'hui étaient subordonnées aux hommes plus ou moins éminents qui occupent momentanément le pouvoir, alors que ce sont ces hommes qui se trouvent pour un temps confrontés avec ces problèmes plus grands qu'eux, et pas seulement pendant les quelques semaines d'une campagne électorale. C'est confondre le long terme et le court terme ; c'est compromettre dans une courte mêlée nécessairement confuse, la défense des intérêts d'une classe estimée prédominante, intérêts dont on a accepté la charge. Nous n'hésitons pas à dire que pour un militant syndical qui est en même temps syndicaliste — l'un n'implique pas toujours l'autre — c'est perdre le sens de ses responsabilités. Qu'on le veuille ou non, c'est mettre une étiquette politique sur une organisation à vocation universelle, c'est contredire toutes les déclarations d'indépendance, c'est faire bon marché des minorités, quelquefois même des majorités, en tout cas des opinions non conformistes qui doivent obligatoirement exister dans une organisation fondée, non sur un ensemble de règles idéologiques, mais sur une activité productrice déterminée, sur l'appartenance à une classe sociale.

J'attends de pied ferme qu'on m'objecte ceci : alors, dans votre boutique, on est pour la neutralité syndicale ? Halte là ! l'indépendance n'est pas la neutralité. Le syndicalisme n'est neutre par rapport à aucun problème du mouvement ouvrier, par conséquent : par rapport à aucun problème de la société d'aujourd'hui. Il n'y a pas de domaine réservé pour le syndicalisme, comme le voudrait pourtant une autre catégorie de militants — qui a d'ailleurs une partie commune avec celle qui annexe les syndicats à un parti.

Veut-on des exemples ? Le syndicalisme ouvrier est évidemment pour la limitation volontaire des naissances, « le planning familal », la « maternité consciente », « la sagesse démographique » comme dit M. Jean Fourastié. Il n'a pas attendu pour cela qu'un des candidats, d'ailleurs bien avisé, en fasse un de ses chevaux de bataille. Encore moins a-t-il attendu que le pape découvre le problème ! Le syndicalisme ouvrier est contre la peine de mort, contre les « forces de frappe » nationales ou autres. Dans « Le Monde » du 3 novembre, M. *J.M. Domenach* nous soumet ses tourments de conscience ; pour l'instruction du candidat de la gauche, il écrit : « *Il doit dire quels sont ses choix, que tout n'est pas possible en même temps, et qu'il faudra bien rogner sur la consommation privée si l'on veut développer au profit de la masse les équipements collectifs* ». Pourquoi ne dit-il pas qu'en supprimant certains investissements improductifs, inutiles et même nuisibles, on récupérerait pour les investissements productifs ? Il ne s'agit pas de « rogner » sur la consommation privée, mais d'admettre, pourvu qu'on ait le droit à la parole et à la contestation, que le taux de croissance de cette consommation soit limité pour laisser sa place à l'extension des investissements nécessaires. Quant au « tout n'est pas possible en même temps », nous aurons l'occasion de le retrouver bien souvent, et aussi dans la bouche de ceux pour qui rien n'est possible dès le moment où la revendication est formulée.

Notre opposition au pouvoir actuel, à celui qui l'incarne et qui entend poursuivre et aggraver son despotisme, elle s'est exprimée ici sans équivoque en raison même des options qui sont les nôtres (utilisons pour une fois le vocabulaire politique à la mode). Elle se poursuivra en se renforçant — avec, espérons-le, l'opposition de tout le syndicalisme ouvrier — contre un pouvoir, celui-là ou un autre, qui mènerait une politique identique ou analogue. Mais, dans notre esprit, les organisations syndicales n'ont pas de parti pris, pas d'autre parti pris que la défense permanente des intérêts généraux de la classe ouvrière. Pour cela, elles agissent directement « n'ayant pas, en tant que groupements syndicaux, à se préoccuper des partis et des sectes qui, en dehors et à côté, peuvent poursuivre en toute liberté la transformation sociale. » Attention ! ce sont les propres termes de la Charte d'Amiens. On peut l'accepter, ou la repousser ; on ne peut pas ruser avec elle.

Personne ne s'étonnera qu'après la prise de position du parti communiste en faveur d'un des candidats, la plupart des organisations de la C.G.T. lui emboîtent le pas. C'est une simple confirmation de la liaison organique et du rôle dirigeant du parti. Quant à la C.F.D.T.... nous ne sommes pas débarrassés de tout souci de ce côté-là (un souci que nous nous faisons pour elle, C.F.D.T., et pour son rôle possible dans le mouvement syndical français). Elle tient son congrès ces jours-ci. J'espère que nous en aurons des échos dans ce numéro même de notre revue, et que ces échos rendront un son clair sur cette question de l'entrée pos-

sible dans l'arène politique. Il y a quelques semaines, clôturant le congrès C.F.D.T. de Loire-Atlantique, *Descamps* déclarait que les statuts ne l'autorisaient pas à donner des consignes de vote ; mais il ajoutait : « *S'il convient d'aller au delà, c'est aux congrès futurs de le dire* ». Sans doute, mais qu'en pense-t-il, lui, Descamps ? Ne pouvait-il et ne devait-il pas donner son opinion sur ce point capital : faut-il aller « au delà » ? (Nous dirions, nous : bien en-deçà d'une juste position syndicaliste). Je suis sûr qu'il y a de jeunes militants qui s'imaginent qu'ils sont très « gauches » et révolutionnaires en diable parce qu'ils préconisent le soutien ouvert et nominal d'un candidat à la présidence de la République !

LES VOIX DU PATRONAT

Cela aurait aussi bien pu s'intituler « la voix du patronat ». On comprendra tout de suite pourquoi. Mais « les voix du patronat » comptent aussi comme renfort le jour de l'élection présidentielle. Les propagandistes du pouvoir ne négligent rien dans cette direction, ne serait-ce que pour amadouer certains centristes et droitiers, nostalgiques d'Antoine Pinay. On se souvient qu'au début de cette année, le C.N.P.F. (Conseil National du Patronat Français) avait publié une charte en quatorze points à la gloire de la libre entreprise et à la honte de la technocratie d'Etat. Depuis, les éloges du profit, du bon profit légitime, ont fusé de partout. Le général et ses aides de camp font des concessions à ce courant, et des concessions qui ne sont pas seulement formelles ; on pense bien que les capitalistes de vieille tradition ne s'en contenteraient pas. La façon même qu'ont les hommes du pouvoir de présenter leur cinquième plan atteste qu'ils entendent redonner de beaux jours, ou au moins de beaux espoirs, au capitalisme privé.

Cette réflexion me vient encore à la lecture d'une publication dont le directeur et rédacteur, *M. Roger Mennevée*, a bien voulu faire le service gracieux à quelques-uns d'entre nous. Une politesse en vaut une autre ; aussi parlerons-nous un peu de cette intéressante brochure. Cela s'appelle : « *Les Documents politiques, diplomatiques et financiers* » et c'est daté de septembre 1965. On y trouve une approbation chaleureuse, très chaleureuse, de la politique étrangère du général de Gaulle, et, en même temps, une dénonciation indignée des « nouvelles provocations de la Central Intelligence Agency ». Avouez que pour des lecteurs de « la R. P. » qui touchent à ces questions par un autre bord, cela ne manque pas d'un certain intérêt.

Mais, comme on ne peut tout faire à la fois, je me contenterai aujourd'hui de présenter l'article de tête qui, comme tel, doit être celui auquel on tient le plus. Il s'intitule : *Démagogie et synarchie.* Ne cherchez pas : la démagogie, c'est nous et, bien plus largement, tous « les professionnels du syndicalisme » ; quant à la synarchie, c'est la technocratie avec des allures de société secrète, un monstre au cœur froid qui agit méthodiquement dans l'ombre, le manteau couleur de muraille qui plaît tant à l'imagination, une autre C.I.A. en quelque sorte ! Cet article, c'est la voix d'un patronat qui se penche sur son passé. Je ne sais si le porte-voix est gratuit ; ce ne doit pas être toujours le cas, si j'en crois M. Mennevée lui-même ; puisque, dans la citation qu'il fait d'un confrère, il est question « *d'articles élogieux paraissant en des feuilles financières convaincues, à l'aide d'arguments sonnants et trébuchants, par les pouvoirs publics...* »

Mais que veut montrer M. Mennevée dans son article vengeur ? Essentiellement ceci : « *Au cours de l'exercice 1964, la démagogie des charges salariales et sociales est arrivée au point que ses conséquences catastrophiques ne peuvent plus être dissimulées.* » Vous ne vous en étiez peut-être pas aperçu, mais « l'aggravation » des charges salariales (que dites-vous du mot « aggravation » ?) a eu des conséquences catastrophiques » : le rapport du Conseil d'administration de la Banque de Paris et des Pays-Bas en fait foi en indiquant que « les hausses de salaires ont limité les possibilités d'autofinancement » ; aussi, la situation de la Société De Wendel qui a dû réduire à presque rien ses dividendes distribués. Pauvres gens !..

Je n'ai pas besoin de dire qu'aucun des prétendus arguments de M. Mennevée ne résiste à un examen sérieux. Nous avons montré plusieurs fois ce qu'en valait l'aune, et nous recommencerons. Pour aujourd'hui, remarquons que M. Mennevée n'essaye pas de comparer ces charges « catastrophiques » avec celles qui pèsent sur les concurrents des autres pays européens, de ce « marché commun » où le gaullisme est entré comme un pachyderme dans un magasin de porcelaine. Pourquoi M. Mennevée ne le fait-il pas ? Tout simplement parce que les statistiques prouvent que les salaires européens, y compris le salaire social, sont dans l'ensemble plus élevés qu'en France. Seule, l'Italie est encore en retard, mais, dans ces dernières années, le rythme d'augmentation des salaires y a été plus rapide qu'en France.

Cela n'empêche pas une feuille qui s'appelle « *L'Ordre social, économique et financier* » (pas moins !) et que cite longuement M. Mennevée, d'écrire qu'il doit être mis un terme « *à la prise au tas par le détour de majorations toujours renouvelées de salaires que ne justifie pas l'effort fourni, mais seulement l'avidité syndicale...* » Et pour que rien ne manque à notre édification, pour que nous ayons une belle vue sur « l'âme » de ces messieurs quand ils deviennent enragés, voici la suite : « *Cette cessation de la prise au tas syndicale ayant, cela va sans dire, comme complément indispensable, la refonte de toutes nos lois et assurances dites sociales qui sont un défi au civisme et à l'honnêteté de tous les bons citoyens, ainsi rapinés par une horde de fricoteurs constituant, avec certains médecins et pharmaciens marrons, un scandaleux agrégat de reluisantes fripouilles !* »

Tout cela, vous vous en doutez bien, se termine par une exaltation du capitalisme libéral qui ne se soumettra pas à « *un dirigisme étatico-collectiviste contraire au libéralisme générateur d'une période de prospérité qui a duré des lustres et des lustres !* » Une période de prospérité coupée régulièrement, ne l'oublions pas, de périodes de crises « catastrophiques » dont la dernière en date et la plus réussie a été celle des années 30 de ce siècle ! A part cela, vous pouvez vous confier au capitalisme libéral et libérateur ! Il n'est pas exclu qu'à l'encontre du courant général du capita-

lisme contemporain, la timidité des « clignotants » que le cinquième plan gaulliste oppose à la foire d'empoigne « libérale » ne nous fasse retrouver, en France au moins, une illustration de cette « prospérité » cahotante.

Les camarades comprendront que si je m'étends aujourd'hui sur le commentaire d'une mauvaise littérature d'inspiration patronale, c'est parce qu'elle exprime, sous une forme extrême, l'opinion de la partie la plus conservatrice, et même la plus réactionnaire du patronat français. Bien entendu, son porte-parole s'oppose ici sans détour à une quelconque participation du salariat à la gestion, à un quelconque droit de regard du Comité d'Entreprise : « *le salariat n'a aucune raison de participer à la gestion ni aux bénéfices de l'affaire dans laquelle il travaille. Le contrat qui le lie à cette affaire n'est pas un contrat d'association, mais un contrat de louage de services.* » Voilà qui est net et définitif ! Mais alors, comment faire ? M. Mennevée tient la solution immédiate : « *si les salariés veulent devenir des associés, ils n'ont qu'à acheter et souscrire des actions de la Société intéressée...* » Comment n'y avions-nous pas pensé plus tôt ? Je suis sûr que M. Mennevée ne voit pas que sa proposition, après son refus de l'augmentation des salaires (il dit : aggravation, comme on dit d'une maladie) est l'équivalent dans notre siècle du fameux : « s'ils n'ont pas de pain, qu'ils mangent de la brioche ! » et que cela aura probablement les mêmes conséquences.

M. Mennevée apporte aux bonnes pages que nous venons de résumer la magnifique conclusion suivante : « *le deuxième facteur indispensable à la reprise de confiance dans l'avenir des affaires — et par conséquent de la Bourse... — c'est la remise en ordre des conditions de direction et de gestion des affaires entre les seules mains des actionnaires et de leur représentant, le Conseil d'administration* ». Mais qui croira aujourd'hui que le Conseil d'administration est vraiment le représentant des actionnaires ?

***

Cette question du « marasme boursier » que déplore l'article que nous venons d'analyser et auquel il attribue les causes ci-dessus, devrait peut-être retenir l'attention des camarades qui, parmi nous, font figure, sinon profession, d'économistes distingués et de marxistes « vrais ». Ces derniers devraient bien se rappeler l'ouvrage de *Paul Lafargue* sur « *le rôle économique de la Bourse* » et nous dire une fois si ce marasme boursier, actuellement constaté, n'est qu'un accident momentané, ou bien si, dans les conditions du capitalisme d'Etat, il n'est pas devenu un phénomène « structurel » comme on dit aujourd'hui.

Raymond GUILLORE.

C.F.D.T. : un congrès de l'attente

Quinze cents délégués, pour la plupart des jeunes, rassemblés dans la salle ; une discussion trop longue sur un sujet qu'on aurait préféré éviter ; telles sont les premières impressions qui ressortaient du congrès confédéral de la C.F.D.T. (C.F.T.C.) qui s'est tenu du 12 au 14 novembre, dans la salle des fêtes d'Issy-les-Moulineaux.

Le sujet indésirable, c'était la campagne présidentielle. La C.F.D.T. se devait de prendre parti, mais sa position était inconfortable. A vrai dire, quelques sondages permettaient de supposer que les délégués étaient, dans leur grande majorité, personnellement favorables à la candidature de François Mitterrand. Avec généralement des réserves, d'ailleurs. Sauf dans quelques cas, ni la personne, jugée discutable, ni non plus le programme, considéré comme insuffisant, ne soulevaient de réel enthousiasme. On se serait beaucoup plus passionné pour Mendès-France. Mais enfin, puisqu'il existait un candidat de la gauche, autant voter **pour lui**.

Cependant, entre prendre parti personnellement et lancer la centrale dans la bataille, il y a une marge et peu nombreux étaient ceux décidés à la franchir. Une partie de l'aile gauche, notamment les militants de la Chimie, avait d'abord l'intention d'engager un débat sur ce sujet. Elle ne souhaitait pourtant pas un vote. La majeure partie des délégués se seraient prononcés contre l'appui à Mitterrand, ce qui, aux yeux de l'opinion, serait apparu comme une manifestation d'hostilité.

Parmi les raisons qui empêchaient la C.F.D.T. de prendre nettement parti, certaines furent évoquées directement à la tribune. Par exemple, lors d'une des interventions du secrétaire général Eugène Descamps où celui-ci affirmait : « *Si, par hypothèse, le congrès tout entier se prononçait pour Mitterrand, il ne serait pas sûr que son choix soit bon, car si des voix peuvent se déplacer de de Gaulle vers Lecanuet, elles n'iront pas de de Gaulle à Mitterrand.* » En d'autres termes, une masse encore importante parmi les travailleurs français fait encore confiance au général. Pour la persuader de changer d'opinion, il faut lui montrer les effets négatifs de la politique gaulliste : ce que faisait un délégué de Besançon, alignant des chiffres prouvant les insuffisances de la politique gaulliste en matière de logement, d'enseignement, de production industrielle et de politique sociale. Par contre, il parait peu indiqué de l'effrayer par la menace d'un Front populaire dont le parti communiste serait l'élément moteur.

Autre cause évoquée : les regrets devant l'échec de l'expérience Defferre. La fédération centre-gauche proposée par le maire de Marseille brisait les appareils des vieux partis ; elle avait pour effets, d'abord d'isoler le P.C., puis de créer une autre force d'une puissance équivalente à celle des communistes. Enfin, elle couvrait *grosso modo* le secteur ouvrier influencé par la centrale. « *Un engagement syndical*, avait déclaré Descamps à une journaliste des « Informations industrielles et commerciales », *n'est possible que s'il y a simplification de la vie politique. L'opération Defferre, si elle avait réussi à rassembler le centre-gauche et la gauche et à amener les communistes à soutenir cette candidature, aurait simplifié les données.* » Les données n'ont pas été simplifiées. Candidat de la gauche, Mitterrand est soutenu par deux chefs d'appareils, Waldeck-Rochet et Guy Mollet ; il n'existe qu'en fonction d'eux. On

peut le soutenir comme un candidat d'opposition, pas comme un élément de rénovation.

La vérité est un peu moins nuancée. En dehors de quelques irréductibles de droite et surtout d'extrême gauche dans la C.F.D.T., Defferre aurait réalisé la presque unanimité des adhérents de la centrale. Pas Mitterrand. Lui sont opposés, à gauche, quelques militants qui voulaient une candidature « ouvrière » et qui prônent le vote blanc ; à droite, une importante minorité favorable à Lecanuet et dont Théo Braun, leader des syndicats alsaciens, était le chef de file. Un an à peine après le « congrès de déconfessionnalisation » et la scission qui en est résultée, la C.F.T.D. ne pouvait s'offrir le luxe d'une violente discussion interne.

Enfin, dernière raison, mais pas la moindre. Une partie de la base de la centrale reste fidèle au M.R.P. ; une partie de ses électeurs, surtout dans les départements de l'Est et du Nord, vote gaulliste lors des consultations électorales. Il était difficile à la C.F.D.T. de rompre avec sa clientèle (qui lui fait confiance pour des causes autres que politiques : efficacité, combativité des militants), à un moment où l'organisation scissionniste « C.F.T.C. maintenue » l'accuse de s'engager dans une politique « marxiste ».

En fin de compte, le congrès s'en tire par une pirouette : le gaullisme mène une politique économique et sociale dangereuse pour la classe ouvrière. Votez donc contre le lui. Ce qui évite un choix officiel entre Lecanuet et Mitterrand.

Si les problèmes électoraux occupèrent une large place dans la discussion, le congrès s'occupa de beaucoup d'autres questions. De l'échec des mouvements de cette année. On analysa les grèves de l'automne 1964 et du printemps 1965. Pourquoi avaient-elles tourné court ? A cause de l'impossibilité d'organiser une action commune efficace de tous les syndicats ; à cause, plus particulièrement, de la C.G.T., qui, après avoir accepté une ou deux grèves de 24 heures, retourna à sa vieille tactique des mouvements diversifiés selon les industries, les ateliers et les secteurs. La C.F.D.T. préconise, quant à elle, pour le secteur public, une action continue et progressive avec une graduation des mouvements et leur extension dans le temps. Est-ce une tactique plus efficace ? C'est possible. A parler franc, on n'en sait rien. L'action syndicale et pas seulement celle de la C.F.D.T., se trouve actuellement dans une impasse. Toutes les questions importantes — augmentation des salaires, durée du travail, durée des congés, etc. — ne peuvent être résolues que par une intervention gouvernementale. Le gouvernement est intransigeant, stabilisation oblige. Pour l'amener à céder, il faut engager une épreuve de force. Or, l'épreuve de force, personne ne la souhaite, surtout pas les dirigeants syndicaux qui craignent un échec coûteux. D'où ces mouvements symboliques, grèves limitées par exemple, qui donnent aux syndicats l'illusion de l'action et permettent de calmer les plus impatients des militants.

Illusion également que la participation aux organismes officiels. « *Sans sombrer dans l'intégration*, a dit Eugène Descamps, *nous pouvons, avec le Plan, avancer par coups de boutoirs successifs...* » Comme pour lui répondre, Gilbert Declercq, dirigeant des syndicats de l'Ouest, affirme que « *le plan n'est qu'une police des salaires* » et ironise sur « *la philosophie capitaliste du Ve Plan dont le profit est le moteur, profit réhabilité par M. Pompidou, M. Bercot et quelques autres grands patrons* ».

Illusion enfin que les négociations en matière de salaires. « *On discute de minimas qui n'ont plus de sens, aucun rapport avec les salaires réellement pratiqués, souvent supérieurs de 50 % à ces minimas* », dit un délégué. Impasse totale donc, et dont on ne voit guère comment les syndicats pourront se tirer.

Pour en sortir, il faut pouvoir à nouveau lancer de grandes grèves. D'où la naissance d'une caisse confédérale de grève, alimentée par une cotisation supplémentaire des syndiqués. On a beaucoup critiqué cette initiative. On a dit qu'elle ouvrait la voie à un syndicalisme « à l'américaine » ; qu'elle soumettait le lancement des grèves à l'approbation des directions confédérales, qu'elle favorisait le poids de la bureaucratie dans les syndicats. Ces dangers paraissent imaginaires. En dehors des grèves de 1953 et 1955 où la spontanéité a joué un grand rôle, on se rend facilement compte que, dans la plupart des cas, les syndicats ont dû essayer de réveiller une masse passablement amorphe, ont dû créer le climat avant de lancer une action. Même s'ils apparaissent quelquefois comme des freins, ils sont le plus souvent les moteurs de l'agitation. En outre, on peut noter que la caisse de grève s'inscrit dans une certaine tradition syndicale française... Avant la naissance officielle des centrales, les premières organisations ouvrières avaient pris la forme de « résistance », associations à cotisations élevées et qui aidaient les membres en cas de conflit.

La caisse de grève n'est pas cependant suffisante à elle seule pour permettre la relance des actions. D'abord parce qu'elle n'existera que dans une centrale sur trois. Ensuite, parce que, étant donné la faible syndicalisation des salariés français (20 à 25 % de cotisants), elle ne permettra d'aider qu'une très petite minorité parmi les grévistes français.

Il faudrait, bien sûr, étendre l'expérience aux autres confédérations. Celles-ci le voudraient-elles ? Sans doute pas. On reste attaché en France au syndicalisme à bon marché... Dès que la cotisation dépasse le prix de deux paquets de cigarettes, le salarié hésite, c'est trop cher.

Il faudrait aussi rompre l'isolement que connaît actuellement la C.F.D.T. A la C.G.T., à Force ouvrière, on la préférait ouvertement chrétienne. Elle s'était choisi un secteur qu'on touchait mal, les catholiques pratiquants, et elle « l'exploitait ». En devenant laïque, elle devenait du même coup une concurrente directe, d'autant plus dangereuse qu'elle est active, relativement efficace, souvent même plus active et plus efficace que les organisations sœurs. D'autant plus également que, moins ligotée par les traditions, elle était capable d'offrir au monde ouvrier un langage moderne, un langage de notre temps, sans référence aux grands ancêtres et aux textes sacrés — Charte d'Amiens, Charte de Toulouse — quelque peu oubliés aujourd'hui par les jeunes syndiqués.

Cette année, la volonté de renouveau des militants « cédétistes » a paru un peu estompée. Pourquoi ? Parce que, après avoir changé de nom et de statuts, la C.F.D.T. a besoin de reprendre son souffle. Parce qu'aussi, l'affaire Mitterrand a bloqué en partie la discussion. C'est sans doute au prochain congrès qu'on verra se poser les problèmes « sérieux », dont dépend l'avenir du syndicalisme : comment doit être structurée une centrale syndicale moderne ? comment doivent être organisées les grèves ? le syndicat a-t-il un rôle politique à jouer et lequel ? Quelles doivent être ses perspectives ? Etc... la liste n'est pas limitative.

Lucien RIOUX.

LE SOCIALISME PEUT-IL ETRE DEMOCRATIQUE ?

Baranton pose cette question dans la dernière *R.P.* Elle doit, dit-il, « inciter nos jeunes camarades à de profitables réflexions ». Je ne suis fichtre pas un jeune camarade. Mais il y a trente ans que je me pose la question, dans les termes mêmes où la formule Baranton. Je vais essayer de donner forme à mes réflexions.

A la lecture de Baranton, il apparaît que ce qu'il appelle « socialisme », c'est la *marche* au socialisme en « régime capitaliste ». La question revient à ceci : étant donné le suffrage universel, les mouvements socialistes peuvent-ils envisager d'atteindre leur but sans avoir à rompre, à un certain moment, avec ce que pourra être, à ce moment, la légalité de la « démocratie » ?

C'est une question plus que centenaire, une question des temps où l'on se faisait bien des illusions sur le suffrage universel, qui n'était encore qu'un souhait, ou venait à peine d'être obtenu. C'était, en somme : le suffrage universel peut-il, ou non, suffire à tout ? C'est la vieille querelle des « réformistes » et des « révolutionnaires ».

Elle a bien perdu de son intérêt, cette querelle. Sur la base des termes où on la comprend depuis Marx, on peut dire que la question est tranchée. Et c'est dans les termes que dit Baranton : par la négative.

Mais le socialisme constitué ?

La question que j'envisage, moi, est celle non pas du *mouvement vers* le socialisme, mais celle du socialisme *constitué*, du socialisme vingt ou cinquante ans après son instauration. Ce socialisme-là peut-il être démocratique ?

Avant d'analyser les termes de la question, regardons autour de nous. Il y a quarante-huit ans qu'ont triomphé, en Russie, des gens qui se prétendaient socialistes : un triomphe *total*, et sur les féodaux (monarchie) et sur les libéraux (Constituante) et sur toutes sortes d'autres socialistes (S.R., menchéviks, anars, Opposition ouvrière, etc.). Résultat actuel : la Russie est de beaucoup le pays le moins démocratique d'Europe. Et partout où le « socialisme » russe s'est étendu, la démocratie n'a plus eu aucune possibilité de réapparaître. (Je dis bien *ré*apparaître, car ils l'avaient eue un peu, la démocratie, en des temps divers, les Etats Baltes, la Pologne, la Hongrie, la Tchécoslovaquie...)

La raison est facile à discerner. Conformément, hélas, aux termes du *Manifeste communiste*, les bolcheviks ont appelé « socialisation » ce qui était *étatisation*, « socialisme » ce qui était *pouvoir de l'Etat*. Aux patrons existants ou virtuels (l'industrialisation était encore largement à faire) ils ont substitué un seul patron, l'Etat. En sorte que leur fameux slogan « Tout le pouvoir aux soviets ! » (Comment avons-nous pu donner là-dedans !) revenait à *Tout le pouvoir au Patron !* : le même maître et à l'usine, et à la maison, et à l'école, et dans le journal ; et pour tout le monde, du berceau à la tombe.

Bien que certains aspects particulièrement odieux (esclavage des camps) semblent avoir été éliminés, le régime subsiste. Et comme le pouvoir de l'Etat a beaucoup plus d'efficacité aujourd'hui qu'il y a quarante siècles, on peut dire que le pharaonisme est dépassé. La chose avait d'ailleurs été prévue, dès les années 1900-1910, par les anarchos et les libéraux, dans leur critique du guesdisme.

On peut donc considérer aujourd'hui la cause comme entendue. Si l'on appelle socialisation ce qui est étatisation, le « socialisme » *ne peut pas* être démocratique.

Mais d'autres formes de socialisme ?

C'est vite dit. Il faudrait préciser.

Je ne vois guère, dans le contemporain, que deux exemples possibles, le yougoslave et l'algérien.

Que dire du yougoslave ? On n'est à peu près pas renseigné. Et, de ce fait, mon capital de confiance est faible. Si des ouvriers, quelque part au monde, avaient réalisé le « socialisme », ils s'empresseraient de le faire savoir à tous les ouvriers du monde, en faisant connaître dans le détail et résultats et moyens.

Pour l'Algérie ? Là, les conditions étaient idéales. Les patrons des domaines venaient de partir en laissant tout, la terre et le personnel. *L'autogestion* s'imposait. Elle a été proclamée. (Et combien de fois !) *Elle n'a pas été appliquée.* Il y eut d'abord, en effet, l'introduction dans les organismes gestionnaires de nombreux fonctionnaires envoyés par le Pouvoir central. Et surtout il y eut l'interdiction aux collectivités productrices de disposer du produit du travail : un acheteur unique était imposé. Il n'était plus, dès lors, possible de parler de « gestion » ; et l'on pouvait commencer à penser à quelque chose comme *servage*.

Qu'est-ce donc que le « socialisme ? »

J'ai adhéré au Parti socialiste en 1919, à Alger. Il y avait, à ce moment, des difficultés entre la Ville et la Compagnie du gaz. Des camarades proposaient de substituer à la gestion de la compagnie capitaliste (Lebon) celle d'une régie municipale. Mais en réunion de section j'ai entendu proclamer : « Il faut bien savoir qu'une régie, ce n'est pas du socialisme ! » Et la section approuva. Enfin, me dis-je, je vais savoir ce que c'est que le socialisme ! Or j'ai été bien déçu. Non seulement ce jour-là, mais en aucun de ceux qui suivirent, aucun des militants auxquels je m'adressai n'a répondu à mon attente. Aucun de ceux dont je croyais qu'ils *savaient* ne m'a jamais dit en quoi consistait l'idéal auquel il avait consacré sa vie.

Le dernier numéro de la R.P. cite deux formules intéressantes. Le socialisme, selon Jaurès est « une *vaste coopération* sociale où tous les travailleurs organiseront l'atelier, le travail... et administreront la production... ». Labriola, lui, définit non le socialisme, mais son antithèse. Là où existe une « *volonté directrice* » personnelle ou collégiale, comme on dit aujourd'hui « *transcendante au corps même des travailleurs* », là il y a capitalisme.

En sorte que Jaurès et Labriola sont d'accord. En supprimant la *direction transcendante au corps des travailleurs*, on aboutit à la *vaste coopération sociale* de Jaurès.

Mais les moyens de cette suppression ? Quels sont-ils ? Ni l'un ni l'autre ne le disent. Et personne d'autre non plus.

On a ainsi un but dont on ne dit pas par quel moyen on veut l'atteindre. Cela ne constitue pas une doctrine, encore moins un programme.

A vrai dire il n'en a pas toujours été ainsi. Les socialistes d'il y a cent ans étaient moins irréalistes. Ils cherchaient les moyens de ce qu'ils désiraient. Il suffit de penser à Fourier, Enfantin, Proudhon et tant d'autres, aux « sociétés ouvrières » et au Bureau parisien de l'Internationale.

Mais Marx survint et balaya tout ça, d'un mot : « utopies ». Et au fruit de ces recherches qui, c'est sûr, n'avaient pas abouti à des résultats péremptoirement convaincants, il a substitué quoi ? Le *Vide.* Il suffisait, dès lors, de savoir que le prolétariat devenait de plus en plus misérable et que quand il serait tout à fait dégradé, tout à fait aliéné dans la société, par un coup de dialectique aidé de quel-

ques coups de fusil, il se trouverait promu à la tête de la société. Le socialisme, dès lors, se trouvait privé et de but concret et de programme. Il ne pouvait déboucher que... sur ce qui est arrivé : la dictature dans la région de l'Europe non encore industrialisée, cependant que l'Ouest, sous un révolutionnarisme verbal, ne sortait pas, en fait, du réformisme.

Dès avant Marx

Cependant, comme nous l'avons déjà indiqué, dès avant Marx, malgré les efforts déployés, il n'y avait pas grand'chose de concret sous l'aspiration socialiste.

Je suis très frappé par ce qui s'est passé en 48. Le 25 février, les ouvriers, avec la Garde nationale, en armes devant l'Hôtel de Ville, représentaient la puissance. Le gouvernement, tout frêle et nouveau n'avait rien à leur opposer. Et beaucoup de ses membres, amants de la liberté et ignorants de la question ouvrière, alors toute nouvelle, n'avaient même pas le désir de s'opposer. Que demandaient les ouvriers en colère ? Le « socialisme », qu'on appelait aussi l' « organisation du travail ». On lit partout l'épisode de l'ouvrier Marche (bien nommé) marchant sur Lamartine avec son fusil. Il est bien certain que si Lamartine avait eu le socialisme dans sa poche, il l'aurait donné à cette minute-là.

Mais ni ceux qui exigeaient, ni ceux dont on exigeait, personne, ne savait ce que c'était que le « socialisme ». Alors on a fait ce qu'on fait toujours quand on ne sait pas. On a nommé une « Commission ». Contrairement à ce qu'on lit partout, cette Commission ne fut pas une dérision. Elle fut composée des gens susceptibles d'être les plus compétents, notamment Louis Blanc, qui avait lancé chez les ouvriers l'idée d'*Organisation du travail*, par un ouvrage portant précisément ce titre. Elle eut pour vice-président un ouvrier (Albert) et l'on mit à sa disposition la plus belle salle de réunion qui soit en France, celle du Sénat. Or on sait que la commission n'aboutit à rien. Il est facile de dire, après coup, que le travail fut saboté par de perfides manœuvres. La véritable raison du résultat nul est *qu'on ne savait pas ce qu'on voulait.* Même Louis Blanc ne savait pas ce qu'était, concrètement, que d'organiser le travail.

Il faut se méfier des substantifs. On dit aux ouvriers : « Demandez l'*Organisation* ! » Ils croient que ça existe. Mais ça n'existe pas en soi.

Au début du siècle dernier, en Angleterre, de petits groupes d'hommes, qui n'étaient pas forcément tous des ouvriers, se formèrent avec l'intention d'examiner la misère ouvrière, qui était alors effroyable, et de tâcher d'y remédier. Un des premiers remèdes envisagés fut la limitation à douze heures du travail quotidien. On appela ces hommes des « socialistes ». Et comme leur investigation et leur action duraient et s'étendaient (travail des enfants), on vint à dire que ces socialistes faisaient du « socialisme ». Le mot se trouvait détaché du concret initial. Et le malheur voulut que le *substantif,* bien qu'abstrait, fût pris comme correspondant à une *substance.*

Mais voyons un peu quels furent les moyens envisagés par les « socialistes ». Ils sont nombreux : phalanstères, mutualité, coopératives de production et de répartition, banque du travail, monnaie ouvrière. Pratiquement ils reviennent tous à l'idée d'association ouvrière, de coopération de producteurs.

L'idée a animé de façon particulièrement nette le Bureau parisien de l'Internationale.

Ecoutons Fribourg, l'un des trois ouvriers français ayant participé, à Londres, à la fondation de la grande Association :

« *On (c'est-à-dire le Bureau parisien) se préoccupa du crédit mutuel appliqué à l'émancipation du prolétariat. Sur ce sujet, voici quel était le plan que se proposait d'exécuter l'Internationale (section française) : demander à chacun de ses adhérents une cotisation hebdomadaire de 0 franc 10 centimes, et faire servir ces fonds à mettre tout un groupe professionnel en possession de ses outils de travail et à le soutenir tout le temps que la concurrence des capitalistes rendrait le travail rare ou peu lucratif ; puis, lorsque ce groupe serait assez fort pour vivre lui-même, procéder de même à l'égard d'un autre groupe, puis d'un troisième, et ainsi de suite, jusqu'à ce que, dans chaque profession, un groupe de production étant constitué, on pût songer à l'ouverture de magasins de vente à prix de revient ; en faisant coïncider cette fondation avec la création d'un papier d'échange primant la monnaie métallique dans les magasins de l'Association...* » (E.E. Fribourg *L'Association Internationale des Travailleurs.* Paris 1871).

***

Dans tous les vœux socialistes du XIXᵉ siècle, on envisage, comme nous venons de le voir, de *petits groupes* de producteurs. Or quand sont-ils formulés, ces programmes ? Ils le sont au milieu du siècle, ou même plus tard. Avec le *Bureau parisien* on est déjà dans les années 60. C'est déjà *trop tard !* Il y a en effet, déjà, les chemins de fer, les mines, les usines textiles et métallurgiques : la production industrielle dépasse déjà de beaucoup les petits groupes de travailleurs. A chaque grosse entreprise en création il faut non seulement des travailleurs très nombreux (ce qui rend difficile une « volonté collective ») mais un gros « capital fixe », comme on commence alors à dire à la suite des économistes anglais, c'est-à-dire une grosse mise de fonds, laquelle est tout à fait impossible à des prolétaires. Seuls des bourgeois peuvent fournir l'argent. On commence donc à avoir les sociétés par actions. La Banque se développe énormément. Le « capitalisme » est né, contre lequel ne pourra rien l'action de groupuscules ouvriers. N'était l'élément de mépris, on pourrait admettre le qualificatif d' « utopiques » que Marx applique à tous les socialistes qui l'ont précédé, ou lui sont contemporains.

Les systèmes socialistes sont venus plus de cinquante ans trop tard. Ils auraient dû venir dès le tout début de la transformation économique, au XVIIIᵉ siècle. Il aurait été nécessaire que, dès ce moment, le phénomène de *l'exploitation du travailleur salarié* fût discerné et condamné. La production se serait alors engagée dans une courbe d'évolution tout autre que celle que nous connaissons... Mais en établissant la *liberté d'entreprendre* (qui est un bien) avec la *liberté d'exploiter*, la Révolution française nous a conduits au gigantisme industriel, où la « volonté directrice transcendante au corps des travailleurs » apparaît comme une nécessite. On ne remédiera pas à cette situation en supprimant, comme le demandent la plupart des socialistes, la liberté d'entreprendre, avec maintien de l'exploitation. « *Hideux dans leur apothéose* », comme chante l'Internationale, « *les rois de la mine et du rail* » ont été supprimés et ne seront pas remplacés. Mais, pas plus qu'avant, mineurs et cheminots ne dirigeant la production, ni ne décident eux-mêmes de l'usage qui sera fait du produit de leur travail. (1)

(1) Il y a encore une difficulté plus profonde, on pourrait dire fondamentale. L'aspiration socialiste élémentaire est que les opprimés soient au pouvoir, non pas tels hommes, ou tels groupes d'hommes aujourd'hui opprimés, mais les opprimés en tant que tels. Il y a contradiction. Si un opprimé vient au pouvoir, il n'est plus opprimé.

Le drame ne date pas d'hier. Dans les trois pre-

Et la « démocratie » ?

N'hésitons pas à être brutal.

La démocratie est liée à la liberté de production et de circulation des marchandises. Elle est née avec elle. Elle est menacée de disparaître avec elle.

Faut-il appuyer ? Faut-il entrer dans une démonstration ? Il semble que non. L'idée s'impose à tout matérialiste, dès qu'il l'a conçue.

On voit le mouvement, à la naissance. La Révolution française, brisant les vieilles corporations, établit la liberté d'entreprendre. De là viennent la concurrence, les rivalités d'entrepreneurs, ce qui fait l'affaire des cours de justice, d'où sortiront les « Parlements ».

Entrepreneurs et avocats sont, dans nos sociétés devenues industrielles, les éléments de base historiques de la « démocratie ». Celle-ci ne subsistera pas sans le maintien d'une certaine rivalité des entreprises. S'il établit des monopoles de production, s'il se lie à un « plan » rigide, le socialisme tournera le dos à la démocratie. S'il laisse subsister une autonomie des entreprises (Boumedienne a parlé de quelque chose comme cela) il restera compatible avec une certaine démocratie.

...Je dis bien une « certaine » démocratie, un certain degré de démocratie. Car la démocratie vraie, la démocratie totale, le pouvoir du peuple assemblé a peut-être pu exister dans de *petites* sociétés. (On pense au *mir* en Russie, aux *djemaa* en Kabylie, aux vallées suisses du temps où les cantons étaient peu peuplés.)

Mais dans les Etats devenus grands en surface et en population, la démocratie ne peut plus être directe. La démocratie est alors réduite à peu de chose : premièrement à l'existence de « partis » multiples, avec, pour chacun d'eux liberté d'expression (ce qui entraîne, pour chaque citoyen, *liberté de penser*, base de l'infiniment précieux *esprit d'examen)* ; deuxièmement, ainsi que Montesquieu en avait discerné l'utilité, une certaine « séparation des pouvoirs ».

Pour définir une chose, il est souvent bon de se reporter à la définition de son contraire. Ainsi le bolchevik Tomsky, décrivant le régime russe post-révolutionnaire, le régime dit « soviétique », a très bien dit *l'antithèse* de la démocratie : « *un parti au pouvoir, et les autres en prison* ».

La multiplicité, au moins la non-unicité, des partis est très importante. Quoi qu'il semble au premier abord, les *doctrines* des divers partis importent peu. L'essentiel est qu'il y ait rivalité. Aux Etats-Unis, les programmes (si l'on peut dire) des deux partis se confondent pratiquement. Une certaine démocratie est maintenue par le fait que les deux factions restant rivales, les mêmes hommes ne restent jamais longtemps en place.

D'ailleurs *tous les partis passent par toutes les opinions.* (Il n'est même pas besoin d'avoir toutes mes décennies d'observation politique pour se rendre compte de cette vérité.) Les communistes vont de l'internationalisme au chauvinisme. Les *nationalistes intégraux* « collaborent » avec le vainqueur de leur patrie. Les socialistes instituent la Terreur en Algérie. Les vainqueurs de 58 libèrent les colonies. Le très bourgeois André Tardieu fait voter les Assurances sociales à l'effroi des socialistes qui s'écrient : « C'est le programme socialiste ! » cependant que les communistes qualifient d' « escroquerie » et de « mouchardage » ces mesures, qui vont effectivement dans le sens du socialisme et auxquelles, parvenus au gouvernement, quelque quinze ans plus tard, ils devaient donner une grande extension.

---

miers siècles de notre ère, les esclaves de l'empire romain virent dans le christianisme naissant, dans une large mesure, la cause des opprimés. Ils prirent pour emblème l'esclave, et l'esclave dans son plus extrême abaissement, l'esclave sur la croix, affreuse réalité, qui les menaçait tous. Or dès que le christianisme eut triomphé, ses militants régionaux (dits « évêques », ce qui veut dire surveillants, contrôleurs) devinrent des princes très temporels, sans que la condition des esclaves fût, pour longtemps encore, modifiée.

Confiance quand même !

Arrivés à ce point de notre examen, nous pourrions être découragés. Le « socialisme » ça n'existe pas et la « démocratie », ça se réduit à peu de chose.

Cependant je ne suis pas pessimiste.

Mon enfance s'est passée en un temps où il n'y avait ni repos hebdomadaire, ni congés, ni retraites, ni allocations de chômage, ou familiales, ni Sécurité sociale. Parmi les acquis du prolétariat, qui nous paraissent tout naturels, il n'y avait guère que l'Instruction publique, qui ne datait d'ailleurs pas de bien longtemps. Le chemin parcouru en ces soixante ans est donc considérable. Ce serait trop de dire qu'il a changé la nature du prolétariat. Il en a en tous cas changé l'aspect. Qui distingue aujourd'hui, dans la rue, un jeune bourgeois d'un jeune ouvrier ?

A quoi est dû ce changement presque révolutionnaire ?

Il est dû au progrès technique et à des efforts humains.

Inutile d'insister sur le progrès technique. Si la masse des biens à distribuer n'avait pas augmenté, le progrès ouvrier aurait été plus lent. On me dira que la part des biens qui va aux capitalistes, ou à l'Etat, a proportionnellement plus augmenté encore. C'est probablement vrai. Mais cela sort de notre sujet, qui est la condition ouvrière. (D'ailleurs, la « bourgeoisie » a beaucoup changé d'aspect, elle aussi. Elle s'est terriblement réduite en nombre. On parle de deux cents familles. Mettons quelques milliers, ou dizaines de mille. Ça ne fait plus une *classe sociale* ; c'est une catégorie.)

Quant aux efforts humains, à la base du progrès, il faut d'abord considérer la tendance spontanée de la masse, et son effort, soit dans la résistance, soit dans la marche en avant. C'est l'élément principal, l'élément sans lequel *rien* n'aurait été fait. On peut assurer que demain comme hier il ne manquera pas.

A côté de cela il y a l'action de groupes humains agissant non plus seulement par instinct de classe, mais de façon délibérée : groupes politiques, syndicaux, réformistes, révolutionnaires, individualistes.

Auquel, ou à quelle catégorie, de ces groupes attribuer le mérite des progrès accomplis ? (C'est un peu la question que pose Baranton.) Mais à aucun d'entre eux. Et *à tous !* Aucun d'eux, nous l'avons vu, n'a eu, ni n'a encore de bonne théorie du progrès prolétarien. Mais les efforts, quoique divergents et parfois contradictoires, ont finalement convergé en une « résultante » heureuse ; je dis bien tous les efforts : par la grève, au Parlement, sur le tas, dans la rue, devant les tribunaux, dans les journaux.

Alors ?

Alors il n'y a qu'à continuer.

Sans mépriser l'action d'aucun groupe voisin, que chacun tende, selon son inspiration, vers l'indéfinissable socialisme, par le moyen du progrès matériel d'une part, et par la défense farouche de ce qu'il peut subsister, en nos sociétés, d'éléments de « démocratie ».

On est sûr de ne pas faire fausse route en restant fidèle à la devise de la C.G.T. naissante :

« *BIEN-ETRE ET LIBERTE* ».

J. PERA.

REHABILITATION DE STALINE

Nos amis comprendront, en relisant les derniers numéros de la *R.P.*, qu'il y a pour certains d'entre nous, un véritable « cas de conscience » qui se pose actuellement. Mais un document public que je viens de lire éclaire singulièrement nos divergences d'ordre « idéologique ». Il s'agit d'une affiche collée sur les murs de Boulogne (et je ne crois pas que la cité de Morizet et de Renault soit particulièrement privilégiée) où je lis la profession de foi de la tendance pro-chinoise du communisme français. Ce n'est pas particulièrement original. On y trouve les mots d'ordre ordinaires de Pékin et de Tirana. Avec même l'antiaméricanisme délirant, illustré par des documents photographiques (d'où vient l'argent ?) sur les « activités » américaines au Vietnam. Inutile de rappeler que si je n'approuve pas — faut-il le répéter ? — la politique du Département d'Etat, je me refuse à attribuer à l'impérialisme américain la responsabilité exclusive des conflits actuels, même pas la responsabilité prioritaire. Et de nombreuses expériences éveillent notre méfiance, quant à la diffusion unilatérale « d'atrocités » soigneusement localisées. L'histoire anglo-saxonne compte pas de mal de pages sanglantes et hideuses... certainement pas plus que la nôtre, mais fort peu d'exemples de destructions, d'atrocités, d'exterminations gratuites. Au cours de la guerre de Corée, le limogeage de Mac-Arthur avait déjà prouvé que Truman n'était pas résolu à user des moyens les plus décisifs pour aboutir à la fin. Il est vrai que les souffrances des populations vietnamiennes sont difficilement supportables. Est-il scandaleux d'observer cependant que si Johnson « mettait tout le paquet », le delta du Mekong ne serait plus qu'un désert, et que la paix s'imposerait sur des ruines et des montagnes de cadavres ?

Au reste, on souhaiterait de la part des doctrinaires, qui nous écrasent sous leurs certitudes, une définition de « l'impérialisme », concluant une analyse « marxiste », et précisant les conditions d'une action révolutionnaire. Ce qui était nécessaire — au sens plein du terme, c'est-à-dire déterminé par la logique interne du système — pour les impérialismes colonisateurs dès la fin du XIXe siècle, l'est-il au même degré pour un capitalisme dynamique, dont l'expansion n'est contrariée qu'accessoirement par les survivances nationalistes ? Et d'autre part, la Révolution dépend-elle des offensives militaires d'Etats dits socialistes ? On peut poser ces deux questions, en toute objectivité. Car le manifeste pro-chinois condamne formellement « *la co-existence pacifique* » *des deux systèmes*, acceptée plus ou moins sincèrement par les partis pro-soviétiques. Ce qui implique l'espoir d'une guerre mondiale, dans un avenir plus ou moins éloigné. Et en attendant, il faut entretenir les guerres locales et provoquer des putschs même dans les pays dits socialistes. On ne le dit pas explicitement. Mais on le fait, ce qui est beaucoup plus démonstratif. On le fait en attaquant l'Inde, en liquidant comme « révisionnistes » (? !) les populations frontalières entre la Chine et l'U.R.S.S., en s'opposant à toute négociation au Vietnam, en flétrissant le « cesser-le-feu » au Cachemire, en ensanglantant l'Indonésie...

***

Mais le manifeste du « Centre marxiste-léniniste » (c'est le titre un peu jaunissant du parti pro-chinois) porte trois mots d'ordre qui troubleraient — s'ils pouvaient l'être — ceux qui dans la *R.P.* ont exprimé leur accord, quasi-total, avec les thèses fondamentales des disciples et agents de Mao-Tse-Toung.

Nos néo-marxistes-léninistes s'affirment d'abord *contre tout rapprochement avec les socialistes...* « *agents de l'impérialisme américain* ». (eux aussi !)

Ils condamnent la réhabilitation du « *renégat* » *Tito !*

Et, surtout, *ils réclament la réhabilitation de Staline.*

J'entends ceux qui ignorent... ou ont oublié. Après tout, ce non-conformisme peut mériter la sympathie. Alors que de Moscou sont tombés les ordres de déstalinisation, alors que l'on a débaptisé Stalingrad, que l'on a extrait du mausolée sacré les restes du dictateur, que tous les « Aragon » du monde ont déchiré leurs poèmes à la gloire du Père des Peuples et du Soleil des masses... il faut quelque courage pour rester sur place, à l'alignement, alors que la place est désertée et les lignes ont disparu. On peut admirer cette obstination dans l'aberration, comme celle des ex-*S.S.* qui attendent encore le retour d'Hitler...

Seulement la *R.P.* n'a pas eu à suivre les khrouchtcheviens ex-staliniens repentis. Dès sa fondation, elle s'est affirmée anti-stalinienne. Et par un heureux concours de circonstances, Staline est mort, alors que nos trois anciens étaient encore présents et actifs. Notre numéro d'avril 1953 porte sur la couverture un titre en caractères d'affiche « *czar Staline est mort* », et les noms de *Louzon, Rosmer, Monatte* qui, tous les trois, commentaient l'événement. Numéro unique sans doute, non seulement parce qu'il était consacré presque exclusivement à Staline et au stalinisme, mais encore parce que les trois leaders de la *R.P.* n'avaient pas depuis longtemps exposé en même temps leurs idées sur un même sujet, en une convergence à la fois normale et exceptionnelle, qui ne se renouvela plus.

Monatte ne tenta pas une explication historique du stalinisme. C'est comme toujours sur le plan humain qu'il se plaça. Et comme toujours, partis de la conversation ordinaire, ses propos s'élevaient jusqu'aux sommets de l'humanisme ouvrier : « *Entre nous, j'aurais voulu à Staline, une autre fin, celle de Mussolini. Il l'avait méritée cent fois. On s'est étonné souvent de notre antistalinisme. On n'en comprend pas les raisons. Nous sommes des maniaques et des forcenés. Nous sommes tout à fait incapables de raisonner froidement, objectivement d'une période historique.*

Je me demande comment raisonnent ceux qui nous jugent ainsi. Ils font pour le moins preuve de manque de mémoire et d'aveuglement. Oubli du passé, incompréhension du présent. L'assassinat de la génération qui fit la Révolution d'Octobre ne compte donc pas ? La terreur exercée sur les ouvriers et les paysans russes, qui remplit depuis trente ans les camps de concentration, ça n'existe donc pas ? Après l'assassinat des hommes, en même temps, le monde n'a-t-il pas assisté à l'assassinat des idées socialistes ? »

Nul n'était plus qualifié qu'Alfred Rosmer pour résumer en un condensé saisissant les origines et le processus du stalinisme. Il ne craint pas d'imputer à Lénine la responsabilité personnelle et directe de l'ascension de Staline, parce que « *le parti, c'était la vie même de Lénine* », et qu'il gardait quelque reconnaissance à Staline pour « *la participation aux expropriations qui avaient ali-*

menté la caisse du Parti». «*D'autant plus significative fut la rupture* — dont on ne peut plus douter aujourd'hui — *d'autant plus grave pour Staline la menace qu'elle comportait.*» On ne peut affirmer que le sinistre Georgien a hâté la mort de son protecteur désabusé. « *Dans son étude, Trotsky a apporté sur ce point une information particulièrement importante qui ne permet pas de conclure, mais autorise à poser la question.*»

Rosmer détruisait ensuite *le mythe du marxisme-léninisme*, politique de Staline. «*La ligne que celui-ci imposa dessinait constamment un zig-zag de positions d'extrême-droite à d'autres d'extrême-gauche. Accusant d'abord l'opposition de négliger les paysans, quand il voudra liquider la droite, il n'hésitera pas lui-même à affamer les paysans pour les contraindre à prendre le chemin des kolkhoses. La collectivisation de l'agriculture se réalisera sur des millions de cadavres.*»

C'est aussi le génie stratégique attribué à Staline que Rosmer dégonflait, en attribuant la victoire achevée en 1945, obtenue malgré les fautes criminelles du généralissime, *à la mégalomanie de Hitler, au général Hiver, à «la barbarie hitlérienne qui retourna contre les occupants les populations russes qui les avaient accueillis en libérateurs», enfin à l'aide américaine dont il établit le bilan astronomique.*

Notons encore que Rosmer prévoyait les troubles de la succession, la révolte des satellites, même les prétentions de Mao-Tse-Toung.

Ce n'est donc pas Staline que Rosmer condamnait, mais bien le stalinisme, présenté sous le panneau du marxisme-léninisme. Au colombarium, lors de l'incinération de Rosmer, on a attribué à celui-ci des sentiments plus favorables aux Chinois qu'aux Russes. Faut-il croire que le doyen du Noyau, toujours très scrupuleux, aurait pris position aussi nettement, sans prendre la peine de le formuler, par écrit, en termes suffisamment mûris, précis et clairs ? Ce ne sont pas de vagues propos, vaguement entendus et rapportés par un seul témoin que nous utilisons ici. Tout ce que Rosmer a publié de 1945 à sa mort nous suffit pour affirmer que «*la réhabilitation de Staline*», au nom du communisme pro-chinois, lui serait apparue comme une monstrueuse imposture, discréditant un parti, des idées, un mouvement.

Quant à Louzon, son oraison funèbre de Staline portait encore plus haut et plus loin. Le titre de son article nous avait déjà frappés et surpris : «*Staline, despote asiatique*». «*L'Occident est fondé sur le principe du Droit, l'Orient est basé sur celui du despotisme.*» Lénine avait repris l'œuvre de Pierre-le-Grand : « *forcer l'occidentalisation de la Russie*». C'est au contraire à Ivan le Terrible qu'il faut comparer Staline. «*Il est naturel que ce retour de la Russie au despotisme total ait été l'œuvre d'un Asiatique : Joseph Djougachvili, dit Staline, né en Georgie, c'est-à-dire en Asie, est issu comme l'indique son nom, d'une tribu juive convertie du Caucase, provenant sans doute des Juifs d'Arménie ou des Juifs Khozacs, c'est-à-dire d'Asiatiques.*»

D'ailleurs «*les deux qualités exceptionnelles de Staline, une duplicité sans bornes et une férocité sans égale, sont en effet des qualités éminemment asiatiques.*»

Le reste de l'article, exposant les causes de l'ascension de Staline, par le fait qu'il fut l'homme de la nouvelle bourgeoisie et étudiait les changements de structure du gouvernement soviétique. Notations profondes qui n'ont rien perdu de leur intérêt.

Tout de même, l'explication de Staline, sinon du stalinisme, par une origine asiatique, ne nous a pas convaincus. Si mes souvenirs sont exacts, notre ami Paul Barton a décrit aussi le despotisme oriental... dans des articles du *Contrat Social*... peut-être de *Preuves*, revue du « congrès pour la liberté de la culture». Ce phénomène cependant doit-il se situer dans le temps ou dans l'espace... en d'autres termes, est-il de caractère historique... ou géographique ? Les peuples asiatiques sont-ils naturellement prédestinés à enfanter des despotes ou des esclaves ? Et où finit l'Asie ainsi caractérisée ?

***

Mais le débat entre nous s'élève bien au-dessus de ces polémiques puériles. La logique des «révolutionnaires», partisans ou disciples de Mao-Tse-Toung mène normalement à la réhabilitation de Staline. Par sa fondation, son existence, sa survivance, la *R.P.* s'est engagée dans une direction diamétralement opposée. Dans l'article sur Staline que nous avons cité, Monatte rapporte une réponse de Chliapnikov, vieux militant de l'opposition ouvrière, assassiné par Staline. Il lui avait demandé combien de temps durerait l'impuissance des ouvriers russes devant la dictature de la bureaucratie d'Etat : «*... le temps que l'industrialisation crée une vaste classe ouvrière, un prolétariat prenant conscience de son exploitation et de sa propre force.*»

Ni Chliapnikov, ni Monatte n'ont vu ce réveil. Mais ni l'un, ni l'autre n'ont douté qu'il se produirait. Nous aussi nous attendons que les prolétariats russe et chinois, prenant conscience de leur exploitation et de leur force, mettent fin au conflit entre leurs chefs en chassant les uns et les autres.

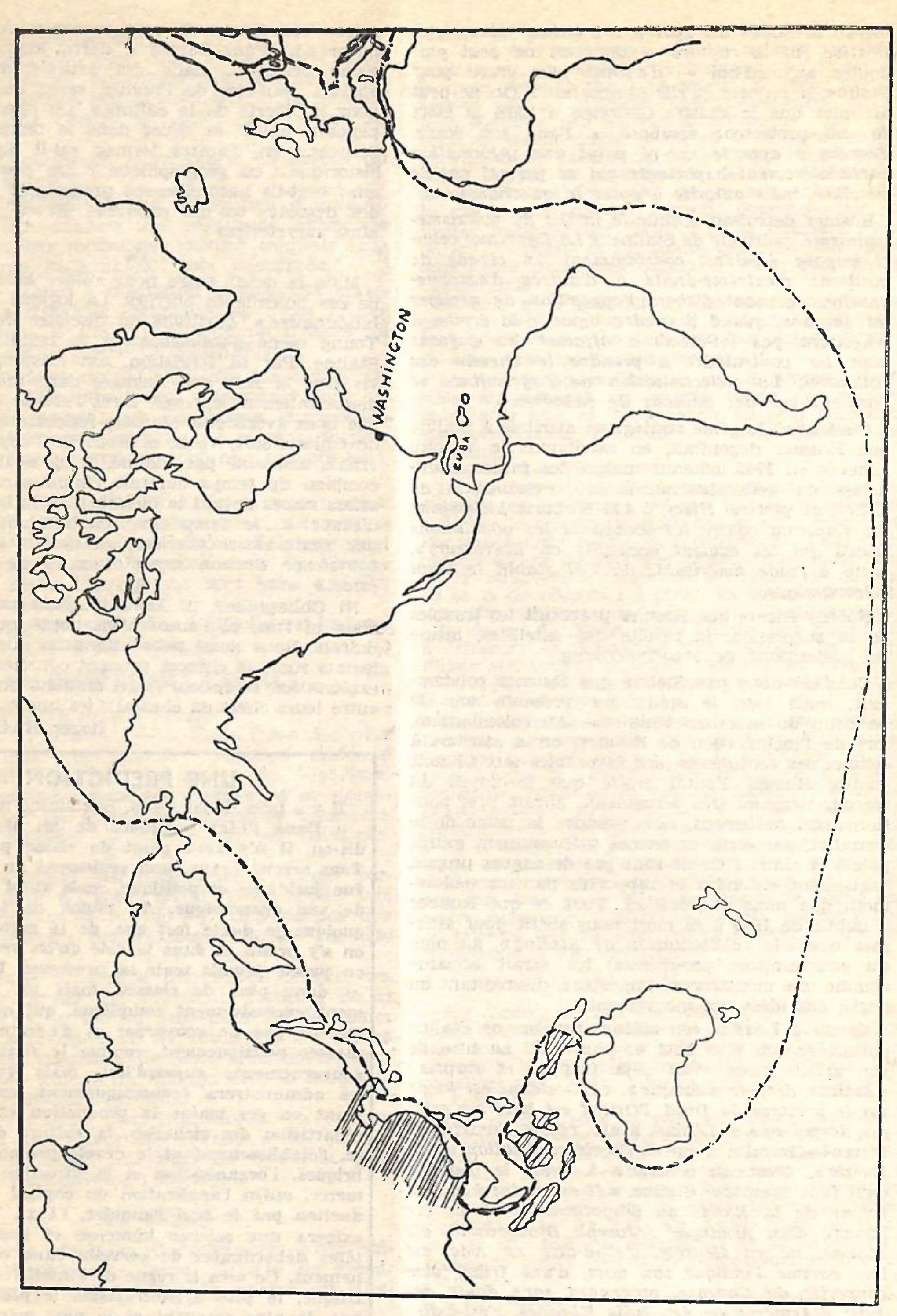
Roger HAGNAUER.

UNE PREDICTION

Il y a près de cent ans, Bakounine prévoyait : **« Dans l'Etat populaire de M. Marx, nous dit-on, il n'y aura point de classe privilégiée. Tous seront égaux, non seulement au point de vue juridique et politique, mais aussi au point de vue économique. Au moins on le promet quoique je doute fort que, de la manière dont on s'y prend et dans la voie qu'on veut suivre, on puisse jamais tenir sa promesse. Il n'y aura donc plus de classes, mais un gouvernement excessivement compliqué, qui ne se contentera pas de gouverner et d'administrer les masses politiquement, comme le font tous les gouvernements aujourd'hui, mais qui encore les administrera économiquement, en concentrant en ses mains la production et la juste répartition des richesses, la culture de la terre, l'établissement et le développement des fabriques, l'organisation et la direction du commerce, enfin l'application du capital à la production par le seul banquier, l'Etat. Tout cela exigera une science immense et beaucoup de têtes débordantes de cervelle dans ce gouvernement. Ce sera le règne de l'intelligence scientifique, le plus aristocratique, le plus despotique, le plus arrogant et le plus méprisant de tous les régimes. Il y aura une nouvelle classe, une hiérarchie nouvelle de savants réels ou fictifs, et le monde se partagera en une minorité dominant au nom de la science, et une énorme majorité ignorante. Et alors gare à la masse des ignorants ! »**

Michel Bakounine et les conflits dans l'Internationale, 1872, T. III. Documents présentés par Arthur Lehning — E.J. Brill, édit. —. Les lignes ci-dessus sont extraites d'un écrit inédit jusqu'en 1965. Elles ont été reproduites dans le **Contrat Social** de Mai-Juin 65).

L'EMPIRE AMÉRICAIN OU L'EMPIRE ATLANTICO-PACIFIQUE



Toute la portion de la carte comprise à l'intérieur de la ligne formée de traits et de points, appartient, à l'exception de la minuscule Cuba, à l'empire américain.

L'organisation militaire de cet empire, qui est encore assez lâche, se présente sous la forme de trois institutions : l'O.T.A.N. (Organisation Territoriale de l'Atlantique Nord) pour la partie Atlantique, l'O.T.A.S.E. (Organisation Territoriale de l'Asie du Sud-Est) pour la partie Pacifique, et l'O.E.A. (Organisation des Etats Américains) pour l'axe même de l'empire.

Certaines de ces organisations ne comprennent pas tous les membres de la région correspondante de l'empire, ou en comprennent qui ne font pas partie de l'empire, mais dans l'ensemble, le contenu de l'empire, et le contenu de ces organisations coïncident.

La région hachurée est celle des territoires qui restent à conquérir (Indonésie, Indochine, Chine). Si cette conquête ne se fait point il est probable que toute la partie Pacifique de l'empire s'effondrera, et celui-ci ne sera plus qu'un demi-empire.

Notes d'Economie et de Politique

UN MYSTÈRE S'ECLAIRCIT

On se rappelle peut-être que nous avons attiré à plusieurs reprises l'attention sur la question des fusées soviétiques, clef actuellement de toute la politique étrangère (voir entre autres, les R.P. de novembre 59 et de septembre 63), et que nous avions conclu qu'elle comportait un mystère que nous ne pouvions percer.

En effet, au cours des dernières années de la décennie 50, le Pentagone avait prévenu ses compatriotes que l'avance possédée par les Russes en matière de fusée, avance qui venait de se manifester spectaculairement par de foudroyants succès dans le domaine des satellites (le poids des spoutniks pouvant atteindre une tonne alors que les Américains ne pouvaient encore orbiter que des kilos), leur avait permis d'expérimenter avec un plein succès une fusée intercontinentale, capable, tirée de Russie, d'atteindre l'Amérique, et qu'étant donné l'importance de leurs moyens de production, ils pourraient, en 1962, avoir un millier de fusées, alors que les Etats-Unis n'en posséderaient guère plus d'une centaine.

Mais 1962 arriva, et l'on apprit alors, non sans stupeur, que, loin d'avoir un millier de fusées, Moscou n'en avait qu'une centaine, alors que Washington était parvenu à en construire deux cents.

D'où la question que nous nous posions et que nous ne parvenions point à résoudre : pourquoi la Russie a-t-elle laissé échaper une occasion aussi belle d'acquérir dans le domaine de l' « arme absolue » une supériorité écrasante ?

Eh bien ! il semble que maintenant on peut répondre à cette question.

On va, en effet, publier incessamment (si ce n'est déjà fait) les rapports envoyés aux Anglo-Américains par un espion de l'O.T.A.N., nommé Penkowsky, qui occupait un très haut poste dans le G.R.U. (la police secrète de l'armée russe) et qui, ayant été démasqué, fut exécuté à Moscou en 1963.

Or, d'après le journal anglais *Guardian*, l'un des rapports de Penkowsky révèle qu'en 1960, le jour anniversaire de la révolution d'octobre, les Russes procédèrent à l'essai d'une fusée, qui, au lieu d'être propulsée par une combustion classique, était mue par la poussée d'une décomposition nucléaire.

Mais, après que le comptage à rebours se fut effectué sans incident, la fusée... ne partit pas. Les observateurs attendirent encore 20 minutes dans leurs abris, puis se décidèrent à sortir. « A ce moment, dit le *Guardian*, la fusée explosa, tuant 300 personnes, parmi lesquelles le commandant en chef du corps des fusées, le maréchal Nedelin. »

Alors, tout s'explique !

Si, dans les années 58, 59, 60 les Russes s'abstinrent de construire des fusées intercontinentales à combustion, c'est qu'ils comptaient sur ce nouvel engin, beaucoup plus puissant, pour s'assurer la supériorité sur les Américains. A quoi bon pousser aujourd'hui la fabrication de fusées classiques si demain on peut avoir des fusées qui les dépasseront autant que la bombe atomique dépasse les bombes au trinitrobenzol !

Mais, le super-engin ayant raté, on se trouva sans engins du tout. Et il était trop tard désormais pour rattraper les Américains.

Il ne resta plus alors au Kremlin qu'à intensifier la « coexistence pacifique ». Ce qui n'avait été sans doute jusque-là qu'un expédient temporaire, devint la base de toute sa politique.

⁂

Il reste à se demander si ce n'est que partie remise. Si, depuis leur échec de 60, les Russes ne se sont pas remis au travail pour construire une fusée atomique, qui, cette fois, n'exploserait pas.

La réponse à cette question me semble devoir être négative. Il y a quelque temps, les Américains qui, eux aussi, travaillaient sur un projet de fusée à propulsion atomique, ont supprimé tous crédits pour la continuation de semblables études. Russes et Américains ont sans doute été amenés par des expériences aussi malheureuses chez les uns que chez les autres (bien que moins spectaculaires chez les Américains) à la conclusion qu'un moteur atomique, qu'il soit destiné à mouvoir une fusée, ou bien une machine, n'était pour le moment (et sans doute, à mon avis, pour toujours) qu'une vue de l'esprit.

J'en ai indiqué ce qui m'en paraît être la raison, il y a déjà bien longtemps, lors des premières bombes.

Les explosifs qu'on utilise pour la *destruction*, qu'ils soient classiques ou atomiques, qu'il s'agisse de dynamite ou d'uranium, explosent beaucoup trop vite, ils sont trop « brisants », pas assez « progressifs », pour pouvoir faire autre chose que détruire, détruire tout ce qui les environne, y compris la masse qu'on prétend leur faire propulser, ou la machine qu'on veut leur faire tourner. Il n'existe pas de moteur à nitroglycérine ou nitrobenzol, *a fortiori* il ne peut, me semble-t-il, y avoir de moteur atomique, même pour fusée.

Qu'on ne vienne surtout pas m'objecter qu'il y a des centrales électriques « nucléaires ». Car ces centrales dites nucléaires, produisent l'électricité tout simplement comme toutes les autres centrales thermiques : au moyen de machines à vapeur.

La seule différence est que la vapeur qui y entre dans les turbines est produite par la chaleur résultant de décompositions nucléaires, et non par de la chaleur provenant de la combustion du charbon. La chaudière est nucléaire, mais non le moteur.

C'est pourquoi, à mon avis, il est bien probable que la malheureuse expérience russe de 60 est une expérience finale.

PERSPECTIVES

Cédons la parole à un journaliste financier qui, pour une fois, n'hésite pas à mettre les pieds dans le plat.

Voici ce qu'écrit René Sédillot dans la *Vie*

française du 29 octobre :

Dans vingt-cinq ans, dans vingt ans, l'industrie européenne subsistera-t-elle encore ? Le monde ne sera-t-il pas américanisé ? Ne fermons pas les yeux devant le péril : la question est posée.

En bref, quatre facteurs jouent en faveur du géant américan :

1) La DIMENSION des entreprises d'outre-Atlantique leur confère une puissance financière et des moyens techniques devant lesquels l'Europe, même rassemblée, reste désarmée.

2) Le « climat » américain assure aux entreprises une efficacité incomparable : car l'Amérique honore le PROFIT et n'admet d'autre loi que celle de la pleine CONCURRENCE.

3) Les budgets de RECHERCHE aux Etats-Unis, sont d'une telle importance, notamment dans les secteurs de pointe, que l'économie européenne semble fatalement distancée, et le sera de plus en plus : l'avenir appartiendra aux brevets américains.

4) Enfin les CAPITAUX américains ont entrepris la conquête systématique des affaires européennes : Allemagne, Italie, Belgique sont leurs têtes de pont favorites dans le Marché commun. Faire l'Europe, ce sera faire une Europe américaine...

On ne saurait mieux dire ! Et telle est la base solide de l'empire américain.

LA GUERRE DES LACHES

Du *New York Herald Trbune* :

Saigon, 21 octobre. — ... Dans l'une des plus grandes concentrations de puissance aérienne qui eurent lieu dans la guerre du Viet-Nam, des chasseurs-bombardiers américains et vietnamiens firent 140 sorties en 36 heures pour soutenir la garnison de Plei-ke, sur les hauts-plateaux.

A un moment, les communistes étaient parvenus si près du poste qu'ils furent brûlés vifs sur les réseaux de fils de fer barbelés par des gelées d'essence enflammées, lancées par des avions.

Les avions à réaction frappèrent lorsque, vague après vague, les Viet-Cong sortirent de la jungle, dans un assaut désespéré sur le camp. Comme ils atteignaient les barbelés, les avions qui volaient au-dessus de leurs têtes déversèrent une terrible traînée de napalm tout le long des barbelés entourant le camp.

Certains d'entre eux, transformés en torches humaines, essayaient de revenir à la jungle, mais ils tombaient au bout de quelques pas. Ceux qui échappèrent s'enfuirent.

LES HEROS

Le quaker Morrison, de Baltimore, s'est brûle vif à Washington, devant l'entrée du Pentagone, pour protester contre la guerre du Viet-Nam.

C'est le deuxième citoyen américain qui fait ainsi, le premier ayant été une femme qui se sacrifia cette année à Détroit de la même manière et dans le même but.

— Quelques jours plus tard, un autre Américain, Roger Laporte se brûlait vif à son tour, cette fois à New York devant le bâtiment des Nations Unies.

R. LOUZON.

P. S. — Les dirigeants de l' « Alliance syndicale ouvrière » d'Espagne qui ont signé la lettre publiée dans le dernier numéro de la R.P. en ont de bien bonnes. Ils me demandent de fournir des preuves que le C.I.A. « conduit le bal ». Comme si on avait jamais pu prendre une organisation de ce genre, que ce soit l'Intelligence Service anglais, le Guépéou russe, la barbouzerie française, ou le C.I.A., la main dans le sac ! Le propre de toute agence secrète est de n'opérer que verbalement, et, le plus possible, par personnes interposées, qui souvent ne savent même pas pour le compte de qui elles agissent. Jamais on n'a pu établir avec preuves à l'appui la participation de l'un quelconque de ces services dans quoi que ce soit, même dans le cas de ce colonel Argoud, poursuivi par la justice française qui disparut de sa chambre d'hôtel en Allemagne et fut trouvé quelques jours plus tard ligoté dans une voiture, à Paris près de la Conciergerie.

Si bien qu'il faudrait en conclure qu'aucun de ces services secrets, malgré tout ce qu'ils coûtent, n'a jamais rien fait, que leur action à tous se solde très exactement par zéro !

Lorsque Satan conduit le bal, il demeure invisible, sa présence est ignorée *même des participants à la fête*, et l'observateur ne peut présumer son intervention que d'après le comportement des danseurs.

C'est ce que j'ai essayé de faire.

Le caractère concordant des tentatives faites en Espagne et en France, ici sur le terrain politique et là sur le terrain syndical, impliquait à mon sens l'existence d'un même chef d'orchestre. Chef d'orchestre qui ne pouvait être qu'américain étant donné le caractère typiquement américain de ce que ici et là on cherchait à créer. Et comme il est de notoriété publique que le C.I.A. est l'institution qui a la charge de diriger toute l'action des Etats-Unis à l'étranger (à l'exception bien entendu, de la politique strictement officielle, réservée au corps diplomatique), ma conclusion était que le C.I.A. était le chef d'orchestre.

Mais ce n'est là, bien sûr ! qu'une opinion. D'autres peuvent avoir des opinions différentes. Certains peuvent estimer que la similitude de caractère entre la « Fédération » defferriste et l'A.S.O. espagnole, n'est qu'un fait du hasard ; d'autres peuvent penser qu'il y a bien un même chef d'orchestre, mais que celui-ci n'est pas le C.I.A. ; il y en a même qui peuvent être convaincus que le C.I.A. se désintéresse totalement des prochaines élections présidentielles françaises ainsi que de ce que fera lors de la chute de Franco la classe ouvrière espagnole ! Mais toutes ces appréciations ne relèvent que du jugement de chacun, et non de la décision d'une commission.

***

Par contre, un fait est patent. C'est que l' « Alliance Syndicale Ouvrière » (A.S.O.) s'est constituée sous l'égide d'une fédération syndicale internationale, la Fédération internationale des ouvriers métallurgistes, plus connue par ses initiales : F.I.O.M.

J'ai, en effet, sous les yeux, au moment où j'écris, un tract rédigé en espagnol portant en tête : *Federacion siderometalurgica (F.I.O.M.)*, signée pareillement : *Federacion siderometalurgica (F.I.O.M.)*, et portant en bas de page : *Federacion internacional de trabajadores de las industrias metalurgicas*, c'est-à-dire, la F.I.O.M. En outre, dans ce tract, qui est une sorte de déclaration de principes inaugurale de ladite fédération sidéro-métallurgique on lit ceci :

« La federacion siderometalurgica declara que forma parte de la Alianza Syndical Obrera y que esta afiliada a la Federacion internacional de Obreros metalurgicos cuyos principios acepta... »

(La fédération siderométallurgique déclare qu'elle fait partie de l'Alliance syndicale ouvrière et qu'elle est affiliée à la Fédération internationale des Ouvriers métallurgistes dont elle accepte les principes...)

Or, rappelons ce qu'est exactement cette F.I.O.M. que l'on trouve ainsi à l'origine de la création de l'Alliance syndicale ouvrière.

Les syndicats « libres » sont groupés internationalement en une organisation qui comprend deux compartiments : d'une part, la C.I.S.L. (Confédération internationale des syndicats libres) qui groupe tous les syndicats, quelle que soit l'indus-

trie à laquelle ils appartiennent, et, d'autre part, des fédérations internationales d'industrie, telle celle de la métallurgie (F.I.O.M.), celle des Transports, celle des Arts graphiques, etc., dont chacune ne comprend que les syndicats d'une même industrie.

Il s'agit donc là de deux organes d'un même corps.

Or, que voyons-nous ?

Nous voyons l'une de ces fédérations internationales la F.I.O.M. accepter dans son sein, une nouvelle organisation syndicale espagnole, la fédération sidéro-métallurgique, alors que deux des organisations syndicales espagnoles déjà existantes, l'Union Générale des Travailleurs (U.G.T.) et son alliée, la Solidarité des Travailleurs Basques appartiennent déjà et depuis toujours, à la C.I.S.L. !

S'il n'existait en Espagne que la C.N.T. (organisation de tendance libertaire et non adhérente à la C.I.S.L.), on pourrait comprendre à la rigueur l'initiative de la F.I.O.M., mais, étant donné que l'U.G.T., elle, n'a rien d'anarchiste, et la Solidarité des travailleurs basques encore moins, qu'elles sont toutes deux de stricte obédience C.I.S.L. le fait de porter sur les fonts baptismaux une organisation rivale de centrales syndicales appartenant à la C.I.S.L. est, de la part de la F.I.O.M. une véritable trahison, qui est, à ma connaissance, sans précédent et qui apparaît à première vue comme incompréhensible.

Une décision aussi scandaleuse ne peut s'expliquer que si l'on se souvient que des offres avaient été faites par les Américains tant à l'U.G.T. qu'à la C.N.T. de les aider financièrement si elles acceptaient, l'une ou l'autre, d'abandonner leur idéologie. Cette offre de « solidarité conditionnée », comme l'appelle Pascual Tomas, secrétaire de l'U.G.T., ayant été repoussée avec indignation par l'une et l'autre des deux organisations, on en créa de toutes pièces une nouvelle qui, elle, et pour cause, n'avait point d'idéologie à abandonner, et la F.I.O.M. où les puissants syndicats américains de la métallurgie, qui sont peut-être les plus puissans syndicats du monde, jouent un rôle déterminant, la prit sous son aile.

Ou bien, vous vous soumettez à nos directives, ou bien l'on vous détruira... ou, tout au moins, on cherchera à vous détruire. Telle est l'alternative que les syndicats américains offrent aux organisations ouvrières du monde « libre ». Car le cas de l'Espagne n'est pas unique. Ainsi que l'a très bien noté Giacometti dans son article de la dernière *R.P.* sur le récent congrès de la C.I.S.L., l'A.F.L.-C.I.O. (la centrale américaine) crée « *son propre appareil international pour la transmission de son aide financière ainsi que de ses directives politiques* ».

Ce faisant, elle ne fait d'ailleurs que jouer son rôle dans la création de l'empire : partout dans l'empire, le mouvement ouvrier doit suivre les directives de la Centrale syndicale américaine, comme partout dans l'empire, les gouvernements des différents Etats doivent suivre celles de la Maison Blanche.

***

Un dernier mot.

De même que les généraux se vantent du nombre de leurs morts, les dirigeants de l'A.S.O. se glorifient du nombre de leurs emprisonnés.

Plus que quiconque je salue ceux-ci avec respect. Car je sais, et je l'ai dit dès le premier jour, que l'A.S.O. comprend un grand nombre d'hommes de bonne foi, et, par conséquent, prêts au sacrifice.

Mais, précisément, ce qui m'enrage, c'est de voir tout cet héroïsme dépensé tout juste pour servir à légitimer une œuvre de division ouvrière. Division ouvrière pour les beaux yeux des Impériaux ! — **R.L.**

D'UN ETONNEMENT A L'AUTRE

Quitte à passer pour une des « plumes insidieuses qu'il faut briser », je ne peux m'empêcher d'exprimer mon étonnement devant certains paragraphes de l'article des camarades de l'A.S.O. dont nous venons de faire la connaissance de façon abrupte dans la dernière *R.P.*

Usant de leur droit de réponse comme dans le dernier des organes de la presse bourgeoise, ils nous signalent qu'ils pourraient tout aussi bien présenter une requête devant les tribunaux.

Bien sûr, ils déclarent aussitôt que seuls les en empêchent les principes fondamentaux du mouvement ouvrier — tellement fondamentaux qu'ils vont généralement sans qu'on les rappelle. Ce qui est extraordinaire ce n'est donc pas que nos nouveaux amis professent les principes normaux de tous les militants ouvriers mais c'est qu'ils pussent paraître croire même une seconde que leur requête devant la justice bourgeoise ait été imaginable. Car, enfin, de quelle requête s'agirait-il ? Il s'agirait tout simplement de faire homologuer par les représentants de l'ordre anti-révolutionnaire l'ensemble des activités révolutionnaires dont nos camarades font état. Il s'agirait de faire homologuer l'authenticité des activités antifranquistes qui, il y a si peu de temps encore, entraînaient dans toute l'Europe poursuites, condamnations et emprisonnements devant ces mêmes tribunaux. Nous n'avons pas encore oublié les luttes de Lecoin, de Dechézelles, de S.I.A., du C.A.R.E., des comités et conférences divers, et de tant d'autres, qui ne sont d'ailleurs pas clôturées.

J'avoue que, pour moi qui n'ai pu prendre encore parti, cela me fait concevoir quelque doute sur le bien-fondé des affirmations de cette nouvelle tendance. Si elle est authentique, si ses porte-parole le sont, loin de m'en vouloir de cette prudence devant leurs propos, tous ceux qui ont eu une fois dans leur vie la moindre expérience d'une résistance clandestine, seront d'accord pour penser que les signataires de l'article de l'A.S.O. m'en sauront gré au contraire et s'en expliqueront. Car ils sont vraiment étonnants : étonnante cette revendication du palmarès des martyrs le plus grand — pour ne pas dire de tout le palmarès des martyrs espagnols.

Etonnante cette vigueur à transformer même les maladresses de Louzon, car il y en a certainement, en une sorte d'activité sinistre de vampire de mélodrames, insulteur d'emprisonnés, de condamnés, de fusillés !

Etonnante cette proposition d'une sorte de tribunal, préalable à toute confrontation, et devant aboutir à une large publicité signée et contresignée, estampillée et officialisée.

Etonnante cette proposition s'adressant à tous les militants français intéressés, mais excluant à l'avance et sans autre forme de procès l'ensemble des organisations traditionnelles de l'exil que nous connaissons depuis longtemps, même avec leurs faiblesses ou leurs défauts comparables aux nôtres, et dont l'acte de décès paraît acquis par hypothèse pour nos hôtes récents.

Oui, autant l'article de Mercier me paraissait judicieux, sans me convaincre définitivement, autant celui dont je parle me paraît étrange.

On n'a pas le temps de tout analyser. Ce qui me convient le moins dans l'article de Mercier, c'est la mobilité qu'il reproche à Louzon, devant des événements d'envergure encore plus mobiles que Louzon et que nous-mêmes, alors que cette mobilité serait plutôt la justification de la capacité d'adaptation aux réalités que revendique notre ami Mercier, à juste titre, me semble-t-il. Mais ce qui ne convient certainement pas, même aux plus convaincus des adversaires de Louzon (1), c'est les différents points qui m'ont moi-même heurté dans l'article de l'A.S.O. et sur lesquels ses signataires, qui avaient plutôt droit à notre sympathie préalable, comme tous militants présentant un bilan d'action, feraient bien de nous rassurer.

Jean DUPERRAY.

---

(1) Dont je ne suis pas.

L'émigration espagnole et ses détracteurs

La plupart des camarades qui n'ont pas approuvé les articles de Louzon sur le syndicalisme espagnol ne se sont pas contentés de défendre l'A.S.O., « Alliance Syndicale Ouvrière », créée en 1963 en dehors des organisations existantes du syndicalisme espagnol, alors qu'une véritable alliance syndicale (A.S.E.) avait été réalisée depuis 1960 par ces organisations traditionnelles. Ils ont jusitifé cette création par la carence de l'A.S.E.

Les arguments invoqués sont que cette dernière, créée en exil, ne fait rien d'utile : qu'elle gaspille son argent, son temps et ses hommes à de vaines disputes et qu'elle est sans contact avec l'Espagne actuelle.

On conviendra qu'un jugement aussi sévère méritait vérification. D'autant plus que les deux principales organisations syndicales espagnoles U.G.T. et C.N.T., loin de donner le spectacle d'une torpeur mortelle, comme on l'a écrit, viennent de témoigner de leur vitalité et de leur audience internationale au cours des congrès tenus cet été.

Il est utlie, je pense, de donner d'abord une idée de l'importance de ces congrès.

A celui de l'U.G.T., réuni à Toulouse, près de 200 délégués (1) ont participé, venus de 50 départements français et de nombreux pays où sont réfugiés des travailleurs espagnols : Allemagne, Belgique, Angleterre, Suisse, Algérie, Maroc, et aussi : Argentine, Chili, Mexique, Venezuela. En sentants, et aussi l'Internationale des Mineurs, l'Internationale du Bâtiment, les centrales nationales d'Italie, de Hollande, de Belgique, de Norvège. La C.G.T.-F.O. était représentée par Bergeron, Mourguès et Bothereau... Des messages de sympathie lui sont parvenus de l'A.F.L.-C.I.O., de la confédération canadienne, de l'O.R.I.T. (interaméricaine), du T.U.C. britannique, de l'O.G.B. autrichienne, de l'U.G.T.T. tunisienne, ainsi que des internationales de l'Enseignement, des Transports, des P.T.T.

Je ne m'étendrai pas aussi longuement sur le congrès de la C.N.T., tenu à Montpellier. Je dirai seulement qu'il réunissait lui aussi près de 200 délégués venus de 56 départements français et de nombreux pays d'Europe et d'Amérique où vivent des travailleurs espagnols.

J'ajouterai qu'aux deux congrès des militants clandestins de l'Espagne n'ont pas craint de franchir la frontière pour apporter le témoignage de leur solidarité aux organisations en exil.

Que tout ce monde se soit dérangé inutilement, voilà qui dépasse l'entendement. En tous les cas, cela n'indique pas que l'anarcho-syndicalisme, espagnol, pas plus que le socialisme y soient en voie de disparition. On pourrait au contraire admirer une si grande activité et le fait que ces mouvements en exil depuis plus de 25 ans aient conservé une si grande audience. Quelle autre émigration est capable de donner un tel spectacle ?

Rappelons aussi que ces deux congrès ont unanimement condamné l'A.S.O.

Mais, vous disent les détracteurs de ces mouvements, quelle est leur action en Espagne ? D'abord, tout le monde comprend qu'un mouvement contraint à la clandestinité ne peut étaler au grand jour son activité. Cependant, l'A.S.E. organise périodiquement des réunions de militants à Paris, Marseille, Lyon et ailleurs pour rendre compte de cette activité. La dernière réunion de cette sortie a eu lieu à Paris vers le début de cette année.

Le camarade Pascual Tomas, secrétaire de l'A.S.E. que j'ai interrogé, m'a déclaré que cette alliance première manière avait eu de profondes répercussions en Espagne où de nombreuses sections de l'A.S.E. furent constituées. Et le résultat le plus probant de l'élan donné à l'action revendicative par l'alliance entre les différents courants du syndicalisme espagnol fut le développement des grèves et particulièrement celle des Asturies en 1962, grève préparée et soutenue par l'A.S.E. et à l'issue de laquelle les efforts de solidarité de l'exil n'ont pas manqué et des secours se chiffrant par millions de pesetas ont été distribués sans discrimination à tous les combattants, sauf aux communistes secourus par leur organisation.

Et c'est après ce réveil et ce succès de l'action de l'A.S.E. que l'A.S.O., qui se dit organisation de l'intérieur, a été constituée... à Perpignan... par quelques militants assistés de quatre avocats.

Appelés à confronter leurs vues avec leurs anciens camarades, ces militants ont reconnu s'être trompés. Ils ont signé une déclaration et promis de s'intégrer à l'A.S.E.

Puis la F.I.O.M. (Fédération Internationale des Ouvriers Métallurgistes) est intervenue en la personne de son secrétaire allemand Graedeel pour dire qu'une alliance qui laisse subsister les vieilles organisations ne suffit pas et que c'est l'unité totale qu'il fallait réaliser.

Cette conception n'est pas celle des camarades de l'U.G.T. et de la C.N.T. Et ils ont fait observer que si les syndicats allemands sont unis, c'est sans doute parce que leur pays est occupé par des armées étrangères, tandis qu'il y a peu de pays libres où l'unité est réalisée. Ils pensent aussi qu'une unité syndicale ne se traduit pas toujours par une addition des forces, mais souvent par une soustraction, du fait des différences de conception.

Mais Graedeel, pas convaincu, a demandé à s'entretenir avec des militants de l'intérieur. Satisfaction lui fut donnée et il fut convenu, à sa demande, que cette réunion aurait lieu en mai 1963. A la date fixée, des métallurgistes venus de plusieurs régions d'Espagne étaient là, tandis que Graedeel s'était fait remplacer par Benedict, autre militant allemand de la F.I.O.M. Celui-ci a demandé à s'entretenir séparément avec chacun des métallos présents et en dehors des camarades de l'A.S.O. Cette exigence satisfaite, il dut convenir que les métallurgistes espagnols ne partageaient pas son point de vue. Mais, sans doute, n'avait-il pas la possibilité de se dégager.

Depuis, la F.I.O.M. soutient l'A.S.O., malgré le refus de l'Internationale des Syndicats Libres de la reconnaitre et pas davantage l'Internationale des Syndicats chrétiens. Ce qui n'a pas empêché six représentants de l'A.S.O. de se rendre à titre d'auditeurs au congrès d'Amsterdam et de s'y rendre en avion, tandis que Pascual Tomas, délégué d'une organisation régulièrement affiliée à l'Internationale Syndicale s'y est rendu avec un billet de chemin de fer de deuxième classe depuis Toulouse jusqu'à Amsterdam !

Si cette assertion est vraie, je veux bien croire que « *dans l'A.S.O. il n'existe ni permanents ni bureaucrates. A tel point que même le secrétaire national a toujours vécu de son travail* », comme on nous l'a dit. Mais alors qui a payé le voyage des six personnages à Amsterdam ? Est-ce la F.I.O.M. toute seule ? Et en ce cas, ne peut-on pas se demander si, assumant ces frais, elle sert réellement le mouvement syndical espagnol ?

F. CHARBIT.

(1) Pour la seule région parisienne, j'ai relevé les noms de : Arsenio Jimeno, Evaristo Esposito, Tomas Barguero, Pedro Bilbao, Santiago Sampeno, Dionisio Alvares, José Basserot, José Reyes, José Garcia... De la Loire étaient venus les camarades Camilo Cela, Cayetano Rodrigues, Yvan Pelegri, qui représentaient Saint-Chamond, Saint-Etienne, Firminy, Rive-de-Gier.

MILLERAND... ET NON MITTERRAND

Dans notre précédent numéro, le camarade rédacteur de l'article sur « la crise grecque » avait cru devoir comparer certains politiciens grecs aux **Millerand** et aux **Laval.**

Malheureusement, le typo, trompé par une ressemblance purement graphique, a écrit **Mitterrand** au lieu de **Millerand,** et le correcteur a laissé passer !

Selon la formule consacrée, nos lecteurs auront rectifié d'eux-mêmes. Pour le cas cependant où ils ne l'auraient pas fait, nous nous excusons auprès d'eux ainsi qu'auprès des personnalités encore vivantes qui auraient pu être désagréablement touchées par cette évidente coquille.

Les syndicats américains dans un tournant

III. - LE PATRONAT - LE PRIX DU SANG

(Suite)

Après cela on s'étonnera que les teamsters qui ont affaire à ces gens-là, aient eux aussi recours aux « gros bras » !

Quand malgré tout cela les ouvriers sous la direction de chefs intègres passaient à l'action, voici ce qui arrivait avant la montée syndicale, et cette citation de R.K. illustre la liste des exploits sanglants donnée au début de ce chapitre.

« En 1934, lors d'une grève, l'entreprise C. Kohler fit appel à des gardes armés ; ils étaient 400 individus vêtus de chemises noires. Des armes et des munitions furent entreposées dans les bureaux de l'entreprise et des camions pleins d'hommes armés sillonnèrent les rues. Un soir, des grévistes s'amassèrent devant les grilles de l'usine et commencèrent à jeter des pierres. Des vitres se brisèrent et il y eut d'autres dommages. Les gardes lancèrent alors des bombes lacrymogènes sur la foule, mais le vent ayant changé de direction, les gaz se rabattirent sur l'usine. Comme les grévistes continuaient de jeter des pierres, l'ordre fut donné de tirer. Les chemises noires organisèrent la chasse à l'homme et atteignirent quarante-sept ouvriers, tous dans le dos. Deux furent tués » (352).

Quand cette affaire fut évoquée devant la Commission, le sénateur Goldwater, voulant charger Reuther, rappela que depuis la fondation du C.I.O., en 1935, trente personnes avaient été tuées lors de grèves violentes. Il oubliait tout simplement de dire que ces trente morts se trouvaient tous parmi les grévistes !

Depuis, sous l'action combinée des syndicats, des technocrates intelligents, ils ne le sont pas tous, et de la bourgeoisie désireuse d'écarter le grand mirage d'Octobre 1917, grâce aussi à une prospérité qui dure, la situation s'est bien détendue dans l'ensemble du pays. Les grands syndicats sont devenus une puissance égale au patronat et ce sont les technocrates de l'Etat (avec dans l'ombre une armée de plus en plus puissante) qui tiennent la balance.

Ce qui n'empêche que dans cette sinistre entreprise Kohler, où, en 1958, encore, une grève durait depuis 4 ans ! alors que le syndicat avait abandonné presque toutes ses revendications (sans qu'il s'agisse pour autant d'un « contrat d'amoureux » mais simplement d'une manœuvre pour sauver le syndicat), l'enquête révéla que : « de larges sommes avaient été consacrées à l'achat de fusils et de munitions juste avant la grève ; des dirigeants de la Compagnie s'étaient exercés au tir sur des cibles à forme humaine » (359).

La direction de cette entreprise qui refusait, entre autres, aux ouvriers travaillant à la chaleur infernale des fours de vitrification un arrêt de vingt minutes pour le casse-croûte, sous prétexte qu'il y avait 36 ans que cela marchait ainsi, déclara qu'elle ne céderait pas, car la grève brisée lui assurerait encore 20 ans de tranquillité (358). Alors que les grévistes étaient secourus depuis 4 ans par leur puissant syndicat qui avait dépensé plus de 10 millions de dollars (500 millions de nos anciens francs) pour eux, l'usine, elle, marchait à plein rendement avec des « jaunes » dont la plupart venaient du dehors, un arrêt du tribunal en faveur de l'usine ayant interdit les piquets de grève. Le shérif républicain T.S. Mosch qui, au début de la grève, avait refusé d'envoyer ses policiers contre les grévistes, avait été exclu du parti républicain.

Ce tableau des méthodes américaines, qui ressort accessoirement du rapport Kennedy, donnera probablement à réfléchir à certains de nos camarades qui s'imaginent que les hauts salaires américains sont dus à une fatalité économique, ou bien à la bonne volonté des patrons soucieux d'élargir le marché intérieur. Ces hauts salaires sont surtout dus à l'action directe des militants américains, rudes gaillards qui, tout en prétendant ne pas se préoccuper de théories sociales, ont su faire face à leur patronat en retournant contre celui-ci et ses hommes de main leurs propres méthodes de violence.

UNE NOUVELLE COUCHE PATRONALE : LES SEIGNEURS DU CRIME

Nous ne pouvons quitter ce chapitre du patronat américain sans parler d'une catégorie en cours d'assimilation, nous voulons dire les grands patrons du crime, en passe de devenir des grands patrons tout court.

On a abusivement nommé une puissante Association de malfaiteurs le « Syndicat du Crime ». Si Littré encore ne voyait dans le « Syndicat » qu'une « réunion de capitalistes intéressés dans la même entreprise », aujourd'hui quand on dit « le syndicat », tout le monde pense aux syndicats ouvriers. Aussi dirons-nous l'Association du Crime pour nommer cette organisation de gangsters, dont R.K. nous entretient longuement en pratiquant l'amalgame entre les histoires de gangsters et l'action directe des syndicats.

Or, comme chez nous, les marlous du marché noir et du double jeu, là-bas les survivants des gangs de la prohibition ont placé leur argent dans des affaires solides, et ont maintenant pignon sur rue. Leur « syndicat » a donc indiscutablement le sens que Littré donnait : une réunion de capitalistes !

C'est ainsi que lors de la fameuse arrestation collective de cette « Association du Crime », réunie en « congrès » aux Monts Apalaches, près de New York, dans la propriété de l'un d'eux, sur les 58 gangsters présents (dont 23 avaient déjà été arrêtés pour port d'armes illégal, 15 pour trafic de drogue et 18 pour meurtre), il y en avait 19 qui avaient des intérêts dans la confection, 7 dans les entreprises de camionnage, 17 dans des restaurants, 9 dans les juke-boxes, 4 dans les pompes funèbres (!), 11 dans l'import-export ; d'autres vendaient des voitures ou du charbon ; certains s'occupaient de spectacles (305, 306). Parmi ces messieurs se trouvaient également 22 spécialistes des « relations entre patrons et ouvriers » ! On s'imagine ce que cela veut dire ! Le minable Lombardozzi, dont il est question plus haut (il avait été embauché par un patron des docks de New York pour briser par deux fois le mouvement de grève de ses ouvriers) attendait docilement dans le garage de la propriété ; il n'avait sans doute pas été « régulier » dans une affaire de juke-boxes : le « Conseil des doyens » devait décider s'il fallait l'abattre ou simplement le mettre à l'amende !

Ces patrons nouvelle vague, nous apprend R.K., sont parfaitement organisés, tiennent en mains des personnalités politiques et terrorisent des communautés entières (305). Ils ont réussi à s'infiltrer dans des « affaires d'acier, de blanchissage, de

teinturerie, d'alimentation congelée, ainsi que dans bien d'autres affaires qu'ils ont réussi à contrôler » (332). Par ailleurs, R.K. cite des entreprises de distribution de cigarettes (312), de disques (323), de confection et de livraison d'uniformes pour l'armée (25) contrôlées par des racketers.

Tout comme les patrons « respectables », ces patrons-gangsters créent des syndicats bidon, ou bien placent des hommes à eux à l'intérieur d'une section syndicale régulière. Ils sont spécialistes en la matière. N'ont-ils pas déjà fait ce travail pour leurs collègues « respectables » ; de plus, les frais de revient de telles opérations sont moins élevées pour eux puisqu'ils se chargent eux-mêmes de la terreur et du chantage. Nous allons voir à quelles histoires écœurantes la Commission sénatoriale a osé mêler une enquête sur les syndicats ouvriers.

Ainsi dans l'exploitation des juke-boxes, deux « syndiqués » envoyés par leur patron, se présentent dans un bar ou un restaurant qui ose employer les appareils d'un concurrent ; et pendant que l'un des « syndiqués » tient avec son revolver les consommateurs en respect, l'autre démolit à coups de hache l'appareil du concurrent. Si les « piqueteurs » du « syndicat » adverse surviennent, la poudre parle, il y a des blessés et des morts avec comme représailles des incendies et des dynamitages (313, 323).

A Chicago où les patrons des juke-boxes sont des survivants du gang d'Al Capone, un patron « respectable » fut enlevé ; on lui mit aux pieds des « bottes » de ciment en lui laissant le choix : s'associer aux nouveaux patrons en leur abandonnant 50 % de ses affaires, ou bien aller voir le fond de la rivière. Le « respectable » choisit « l'association ». Devant la Commission, « c'était un pauvre homme muet de terreur » (323).

Un autre « respectable », plus coriace, eut à subir des menaces, des coups de téléphone la nuit, ses enfants et sa femme furent terrorisés ; ses machines éventrées, jusqu'à ce qu'il se retire de son affaire.

A New York, dans l'industrie de l'enlèvement des ordures, le patron de la Westchester Company, Nick Ratteny (sept ans et demi de Sing-Sing) et son associé Joey Surprise (condamnation à mort pour meurtre commuée en sept ans et demi de Sing-Sing) ont réussi en s'appuyant sur un gang camouflé en section syndicale teamster à éliminer toutes les sociétés concurrentes de leur secteur.

Les patrons honnêtes furent menacés et leurs camions incendiés. Un dirigeant d'une section syndicale teamster régulière qui voulut s'opposer à cette mainmise fut d'abord menacé, puis abattu alors qu'il sortait de chez lui. A présent, ils ont le monopole, les racketers en profitent pour rançonner les commerçants ; ceux qui refusent de payer voient leurs ordures s'accumuler jusqu'au moment où le service d'hygiène vient fermer leur magasin (307, 309).

En 1955, toute l'Association patronale de l'ébouage de New York est tombée aux mains du racketer et trafiquant de drogue, Jimmy Squillante. Toutes les sociétés, même les « respectables », doivent se soumettre à sa loi ; les terrains où sont déversées les ordures sont devenus sa propriété ; il prête de l'argent aux sociétés en difficulté et arbitre les conflits entre patrons (309, 312). Celui-là n'est même plus un simple patron, il est devenu un dirigeant patronal ! Tout cela au nom de la « libre entreprise » !

« Les bandits qui mènent une vie respectable à Los Angeles, sont les rois du jeu et du vice dans le Midwest. Pour arriver à leurs fins, ils cherchent à corrompre des fonctionnaires et rencontrent malheureusement un plein succès », nous dit R.K. (332).

Cela nous est confirmé par Max Lerner, cité par C. Julien. « Il est rare de trouver une grande ville américaine dont la municipalité ne soit pas, au moins marginalement, impliquée dans cette trinité du crime, de la corruption politique et des faveurs commerciales. »

Evidemment dans une société où l'argent est le signe du succès, de la puissance et de la respectabilité, on ne peut demander à un petit fonctionnaire de le refuser pour son odeur. Encore que notre Côte d'Azur, avec ses règlements de comptes, ses flics souteneurs, ses scandales divers et ses cadavres de femmes torturées ne soit pas précisément un modèle de civisme.

Mais la morgue des nouveaux seigneurs américains n'a d'égale que leur grossièreté. Un de ces parvenus ayant acheté, pour 100.000 dollars, l'adjoint du shérif, il émit la prétention d'établir son empire sur la Country de telle façon que, « de bout en bout, plus une mouche n'oserait bouger » ; il se chargeait de faire disparaître les mécontents (332).

La vieille police étant dépassée, R.K. propose de lui substituer une organisation nouvelle avec Commission chargée de centraliser et de transmettre à qui de droit les renseignements sur les gangsters (333).

« A cause de la corruption de certains fonctionnaires, il faudrait répandre avec circonspection ces renseignements » (334). Que penser d'une telle phrase sous la plume d'un juriste ?

« Les gangsters et bandits déferlent maintenant du Midwest vers la région du Sud-Ouest, y compris l'Arizona. Ils se sont emparé de motels, de champs de courses, des meilleures propriétés de la région, avant même que les paisibles habitants de ce secteur aient pu réaliser ce qui leur arrivait » (335).

Guiancanna, tueur enrichi du gang d'Al Capone, grand patron des juke-boxes à Chicago, expliqua complaisamment à un reporter combien il s'était amusé à semer pendant 15 mois les enquêteurs de la Commission qui devaient lui transmettre en mains propres, comme l'exige la loi, la citation à paraître (320). Devant la Commission, ces messieurs choisirent, narquois, le cinquième Amendement. Un des frères Gallo, patron de juke-boxes à New York, tueur redoutable tout de noir vêtu, poussa l'insolence jusqu'à renverser exprès un encrier en quittant la barre (317).

« Il nous faut attaquer de front le Syndicat du crime, écrit R.K., avec des méthodes nouvelles. Il n'y a plus d'autre alternative ; sinon les bandits deviendront les maîtres de ce pays » (355).

Et tout cela amalgamé à l'enquête sur les syndicats ouvriers ! Comme on le voit d'après les déclarations du Grand Inquisiteur lui-même, la Commission avait des cas plus urgents à traiter que l'interdiction des piquets de grève.

En fait, comme nous l'indiquions plus haut, ces nouveaux bourgeois ne manqueront pas d'être assimilés. Il n'y a pas de différence de nature entre eux et les « respectables ». Tout juste une certaine exagération dans les méthodes. Déjà leurs enfants fréquentent les meilleures écoles, et, devenus technocrates instruits, ils finiront par se marier avec les enfants de leurs prédécesseurs. Leurs petits-fils seront sans doute aussi moralisateurs que l'est R.K. lui-même, sans pour autant renoncer, pas plus que lui d'ailleurs, à l'héritage de la fortune mal acquise par l'ancêtre forban. La morale bourgeoise a de ces subtilités !

Il ne manquera alors à la nouvelle couche que de mettre la main sur l'Etat pour devenir, elle aussi, tout à fait respectable.

M. LIME.

(A suivre.)

Responsabilités du syndicalisme

Introduction

Où en est le syndicalisme ? Que peut-il et quel est son avenir ? Les problèmes nouveaux qui le sollicitent ne sont-ils pas susceptibles de provoquer des modifications dans son style, ses moyens, et ne sont-ils pas susceptibles aussi d'influer sur sa nature même et ses objectifs ?

Né avec l'industrialisation et l'apparition de la classe ouvrière, il est inévitable qu'il se transforme en même temps que se transforme l'industrialisation et que les contours de la classe ouvrière se dessinent moins nettement en s'élargissant et en se diversifiant.

Les luttes premières ont également changé d'aspect. La force ou la violence répressive ne sont plus les armes essentielles d'adversaires qui ont recours, tour à tour, à la pression, à la séduction, à l'enveloppement, et bien entendu toujours à la force quand les autres moyens s'avèrent inefficaces.

Le syndicalisme se trouve-t-il à un tournant ? Les altérations successives vont-elles le dénaturer ? Est-il un mouvement sur le déclin ou un mouvement capable de se renouveler ?

Autant de questions que nul ne peut esquiver et qui ne font que se poser avec plus d'acuité chaque jour, quel que soit le lieu ou le régime.

Le syndicalisme est apparu, même sous des régimes autoritaires et il n'est pas exclu qu'il manifeste à nouveau sa vigueur, sous des formes et avec des moyens peut-être renouvelés, sous d'autres régimes autoritaires au demeurant fort semblables aux premiers.

C'est dans ce contexte, et n'ignorant aucun de ces points d'interrogation que la Table Ronde Syndicaliste de la Loire, pendant près de deux ans, a mis à l'étude la question suivante :

« Les responsabilités du Syndicalisme et les limites de ces responsabilités ».

Deux ans, cela peut paraître beaucoup.

Disons simplement que la Table Ronde Syndicaliste de la Loire eut aussi d'autres activités.

Responsabilités du syndicalisme ?

D'aucuns, mal informés ou refusant de s'informer, pourront gratuitement ironiser sur la longueur de débats qualifiés d'autant plus facilement d'académiques qu'ils s'en désintéressaient.

Il n'en reste pas moins que ces débats multiples furent l'occasion pour chacun d'exprimer son opinion ou de préciser ses conceptions. Des corrections furent apportées à ces textes. Il fut nécessaire de procéder à de secondes ou à de troisièmes lectures.

A ces débats participèrent l'U.D.-C.G.T.-F.O., le Syndicat C.G.T. du Livre, la F.E.N., l'U.D.-C.F.T.C., l'Alliance syndicale espagnole (C.N.T. et U.G.T.), Solidarité Internationale antifasciste (S.I.A.) et le Mouvement syndical Uni et Démocratique (P.U.M.S.U.D.).

Une règle en tous cas a commandé nos travaux : rechercher les points d'accord, mais sans escamoter un problème ou travestir une pensée.

Comment avons-nous procédé ?

Lorsque ce sujet fut retenu « Les responsabilités du syndicalisme et les limites de ces responsabilités », un camarade fut chargé d'établir un schéma regroupant en les classant les idées à développer ou les questions à aborder.

Si un tel sujet fut choisi il y a deux ans, c'est qu'il correspondait à des préoccupations communes. C'est ainsi parce qu'il était « d'actualité » et que chacun sentait bien qu'il le serait encore longtemps.

Il l'est encore — et peut-être plus aujourd'hui qu'hier.

Le schéma initial étant présenté et retenu, la répartition du travail s'effectua selon le désir exprimé par chacun :

P.U.M.S.U.D. : « Le syndicalisme et son rôle ».

S.I.A. : « Les tendances actuelles de l'Etat ».

U.D.-C.G.T.-F.O. : « Les responsabilités du syndicalisme dans la vie économique ».

U.D.-C.F.T.C. : « Les responsabilités du syndicalisme au niveau de l'entreprise et dans la vie du pays ».

F.E.N. : « Les moyens pour le syndicalisme de remplir efficacement ses responsabilités ».

C'est ce travail collectif que nous présentons.

I. - Le syndicalisme et son rôle

La Charte d'Amiens (1), ce texte fondamental du syndicalisme *définit le double caractère de l'action syndicale.*

D'une part, *une action « revendicative quotidienne »*, qui tend à l'amélioration immédiate du sort des travailleurs.

Et d'autre part, *une action révolutionnaire* ayant pour but final la disparition du salariat et du patronat, c'est-à-dire en d'autres termes, l'instauration d'un régime socialiste caractérisé notamment par une société sans classe où cesserait effectivement l'exploitation de l'homme par l'homme, où la gestion démocratique des moyens de production et de consommation serait établie et où tous pourraient accéder aux responsabilités.

1. — La défense d'intérêts communs

Le syndicalisme est avant tout la défense d'intérêts communs et il est indiscutable que dans cette lutte de tous les jours, il a amélioré grandement la situation matérielle des travailleurs par l'augmentation des salaires, la réduction des heures de travail, la protection de la femme et de l'enfant, la protection contre les accidents, la maladie, la vieillesse, l'organisation des loisirs, etc., etc. *Le rôle purement catégoriel ne doit pas être sous-estimé et le syndicalisme doit assurer pleinement la défense des intérêts ouvriers,* car l'exploitation de l'homme par l'homme est une réalité aussi vivante aujourd'hui que hier, bien qu'elle prenne souvent des formes plus insidieuses. D'ailleurs, l'évolution du niveau de vie est créatrice pour le travailleur, de besoins nouveaux et légitimes dans le cadre familial, social, culturel et de sécurité..., si bien que cette lutte quotidienne ne saurait se tarir, et il reste beaucoup à faire.

Mais le syndicalisme ne devrait jamais oublier les rôles que définit si nettement la charte d'Amiens, et l'on peut se demander si, au cours de ces cinquante dernières années, le mouvement syndical ne s'est pas senti à l'aise en se confinant dans un domaine essentiellement revendicatif.

A l'heure où les progrès des sciences, l'évolution des techniques, l'application à terme de l'énergie nucléaire dans le domaine industriel..., accélèrent

(1) Voir annexe.

une évolution qui constitue une véritable révolution ; au moment même où les expériences de l'automation vont provoquer des bouleversements économiques considérables et alors que la poussée démographique commence à se faire sentir dans le monde du travail, *le syndicalisme*, s'il ne veut pas être dépassé, *doit être d'anticipation*. Il faut qu'il se donne les moyens de penser l'avenir afin de ne pas subir les événements et de voir s'instaurer cette civilisation technocratique qui s'élabore au détriment de la dignité même des travailleurs. Il faut aussi qu'il ait ses solutions, afin qu'il ne supporte pas les effets que risquent de faire peser sur la condition ouvrière les grands ensembles supranationaux en gestation.

II. — La transformation sociale

La Charte d'Amiens précisait également le champ d'action du syndicalisme qui est la lutte des classes sur le terrain *économique*. Cette lutte étant *menée dans l'indépendance* vis-à-vis « des partis et des sectes qui, en dehors et à côté, peuvent poursuivre en toute liberté la transformation sociale ».

On peut lire aussi dans la « Résolution de Toulouse » que « *le mouvement syndical, à tous les échelons, s'administre et décide de son action dans l'indépendance absolue à l'égard du patronat, du gouvernement, des partis politiques, des sectes philosophiques ou autres groupements extérieurs* ».

Les *syndicats*, de même que *certains partis politiques* visent à *la transformation de la société*, mais leurs perspectives diffèrent. Alors que les syndicats préparent « l'émancipation intégrale qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste » (cf. Charte d'Amiens), les partis politiques, eux, ont des conceptions relatives à la structure de la société et comptent sur la conquête ou la participation à l'Etat, pour les appliquer ou les préserver.

Ainsi s'opposent *ces deux conceptions du socialisme...*

L'indépendance du syndicalisme vis-à-vis des partis politiques est surtout une garantie d'efficacité.

Sans remonter très loin, il est d'évidence que les scissions de 1922 — 1939 — 1947 ont été étroitement liées à des faits politiques internationaux qui ont eu leur répercussion inéluctable sur le plan national. Les prises de position de militants syndicalistes qui avaient des responsabilités très grandes et très précises dans différents partis politiques, se sont affirmées.

A la libération des clivages politiques et syndicaux se manifestèrent sans pour autant toutefois porter atteinte à l'Unité reconstruite après les accords du Perreux, mais ces clivages devinrent déterminants lors de la scission de 1947. *Certes, les syndicats ne sauraient ignorer les partis politiques*, puisque ces derniers ont, dans une démocratie, la responsabilité de l'action *législative mais ils doivent être indépendants vis-à-vis d'eux*. En effet, lorsque ces partis sont au Gouvernement, ils sont conduits à prendre des options tenant compte des intérêts divergents en présence. *Plus le ou les partis politiques au pouvoir se réclament de la classe ouvrière, plus le syndicalisme doit conserver sa libre détermination.*

III. — Le Syndicalisme doit rester lui-même

Le *syndicalisme* est un mouvement majeur qui a son éthique propre, ses conceptions, ses perspectives, ses moyens de lutte... *C'est une expression d'hommes libres épris de solidarité ouvrière et d'internationalisme prolétarien ; c'est aussi un refus de l'autoritarisme et de l'arbitraire...*

L'organisation syndicale ne saurait être la courroie de transmission du Pouvoir ; c'est pourquoi le syndicalisme doit proclamer nettement son refus d'intégration dans l'Etat.

Cette menace qui plane actuellement sur le syndicalisme français n'est pas nouvelle. Ce qu'il y a de nouveau, c'est la méthode. D'autres camarades vous en parleront, tout comme ils vous entretiendront des tendances actuelles de l'Etat, des responsabilités du syndicalisme dans la vie du pays... et des limites à ne pas dépasser... C'est surtout contre une forme larvée, insidieuse, entretenant la confusion, que les syndicats doivent se défendre énergiquement. Il faut aussi avoir à l'esprit que l'Etat est caractérisé par ses pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire. Si le syndicalisme doit avoir droit aux sources d'informations, s'il peut, à la rigueur, collaborer à des organismes d'études et exercer un contrôle de la gestion, *il ne peut, sans renoncer à sa mission, participer à l'exercice des pouvoirs délibératifs ou exécutifs de l'Etat*. La présence de responsables syndicaux du Gouvernement (donc chargés d'une partie du pouvoir exécutif), tout comme la présence de représentants syndicaux dans un Sénat détenant une partie du pouvoir législatif, sont donc inacceptables.

De plus, *l'Etat, expression d'un capitalisme en évolution, est devenu le plus important « des patrons »*. Par ses seules décisions autoritaires envers ceux qu'il emploie directement ou par le canal des entreprises nationalisées, il dirige, en fait, toute la politique économique et sociale du pays. *La lutte contre le patronat, c'est donc aussi la lutte contre l'Etat-patron : y renoncer, ce serait renier la finalité même du syndicalisme.*

Fidèle aux Chartes d'Amiens et de Toulouse, le mouvement syndical ne se maintiendra en tant que force dans le pays que s'il manifeste suffisamment de vigueur dans la défense de son indépendance, et s'il exerce pleinement les rôles qu'il s'est fixés : défense des travailleurs contre le patronat, défense des travailleurs contre l'Etat-patron, deux expressions d'un même capitalisme.

II. - Les tendances actuelles de l'Etat

La question de l'Etat est une des plus complexes aux yeux des militants syndicalistes, parce qu'ils sont aux prises avec les problèmes ouvriers, concrets et immédiats. Mais ce problème a cessé d'être simple, même aux yeux des théoriciens et des observateurs sociaux. Les données ne sont plus celles qui ont servi de base aux grandes écoles sociales ou socialistes du siècle dernier.

1. — Evolution historique de l'Etat

Pour le grand public, l'Etat correspond à une image assez proche de celle qu'avaient rêvée les républicains classiques : moyen d'expression de la souveraineté nationale qui était elle-même, dans chaque pays, celle de la démocratie et de la souveraineté du peuple. On confond ainsi facilement la notion d'Etat avec la notion de République.

Pour les écoles marxistes, proudhoniennes, syndicalistes ou libertaires, qu'elles soient révolutionnaires ou réformistes, d'accord d'ailleurs en cela avec l'expérience directe de la classe ouvrière, cette imagerie civique originelle, a été percée à jour au cours des luttes sociales qui ont coïncidé avec l'histoire des travailleurs. Le seul fait que, dans les formulaires revendicatifs, l'Etat soit souvent

rappelé au rôle que devrait tenir une République réelle, prouve beaucoup plus la différence entre lui et elle, que l'identité entre l'Etat et la République dans l'esprit même de ceux qui se réclament de l'idéal républicain.

L'Etat est apparu rapidement comme l'expression de la classe dominante avec un double rôle :

1° Celui d'une coordination économique et sociale à l'échelon national le plus élevé, palliant les difficultés contradictoires du fédéralisme et du centralisme.

2° Celui de la coercition d'une classe sur une autre s'efforçant de pallier les contradictions économiques internes du capitalisme et les secousses des luttes de classe. Cette coercition étant elle-même nécessitée de façon aggravée par les concurrences économiques entre nations opposées ainsi que par leurs problèmes coloniaux.

Trouvant sur leur chemin aux côtés du capitalisme exploiteur un appareil d'Etat à son service, les mouvements ouvriers se sont donc posés de tous temps, les trois problèmes suivants : la réforme de l'Etat — le remplacement de l'Etat capitaliste par un autre au service de la classe ouvrière — le remplacement de l'Etat par une série de structures d'une autre nature, entraînant l'absence d'un appareil coercitif dans une société sans classes.

Cette nouvelle forme d'organisation sociale était reconnue comme but final par toutes les écoles socialistes ou libertaires.

Sur le plan pratique immédiat, cette orientation était en somme le reflet de celle qui se posait naturellement dans l'opposition des organisations ouvrières dressées contre le capitalisme. Elle se traduisait dans la conception de palliers successifs ou concordants — la revendication — l'opposition — le contrôle — la gestion.

Dans toutes ces considérations. l'adversaire primordial était le capitalisme, le patron... et l'Etat était en quelque sorte l'adversaire en seconde main qui apparaissait d'ailleurs avec sa police dans les phases aiguës des conflits.

2. — Données actuelles du problème

Les problèmes se sont compliqués avec la naissance des grandes sociétés anonymes actuelles, les aboutissements dictatoriaux de révolutions ouvrières ou populaires, la décolonisation et la naissance d'Etats neufs, l'aggravation des concurrences nationales et les grands conflits armés, l'apparition du fascisme, l'urgence et l'extension des problèmes internationaux de coordination économique. Les masses de capitaux anonymes distribués dans ces diverses alternatives sont gérées par des financiers distributeurs, des technocrates spécialisés, des appareils d'Etat, les uns et les autres toujours plus inaccessibles, les uns et les autres plus ou moins supervisés par l'Etat, appareil régulateur de la monnaie, des échanges et des rapports internationaux.

En éloignant de la classe ouvrière les moyens de production sinon les entreprises organisées elles-mêmes, cette évolution a rapproché de la classe ouvrière l'Etat en tant qu'adversaire.

C'est donc en prise directe le plus souvent que les trois moyens d'action de la classe ouvrière, l'opposition, le contrôle, la gestion, se heurtent au problème d'un Etat devenu le maître indirect ou direct des moyens de production. *C'est-à-dire celui devant qui, finalement, on revendique.*

C'est donc en prise directe avec le problème de l'Etat que se posent au syndicat les problèmes de l'opposition des intérêts de classe dans l'économie de chaque pays — celui de la revendication — celui du contrôle — celui de la gestion.

Le fascisme sans issue d'une part, la longue évolution stalinienne d'autre part, la technocratie capitaliste libérale enfin, bien que dans des circonstances différentes ont contribué également à renforcer l'opposition ouvrière classique à l'Etat et à faire rechercher une stratégie adaptée à la dimension de l'adversaire. Elles ont fait en même temps se multiplier les raisons de prudence et de circonspection devant les problèmes posés par tout appel à l'intervention des moyens techniques et financiers dont dispose l'Etat et devant tout projet de réforme de l'Etat. Elles ont contribué en même temps à donner une conscience plus avertie de la complexité des problèmes posés par la conquête ou le remplacement de l'Etat.

Cette prise de conscience pourrait se résumer en cette formule : « *l'Etat est le patron d'aujourd'hui* ». Les rapports avec lui ne peuvent être que ceux que l'on a avec le patron : rapports de revendication et de contrôle, et de contestation, de lutte sociale en fin de compte. Donc, dans tous les cas, seulement et autant de rapports d'opposition.

3. — Même avec le meilleur des Etats

Cela est d'autant plus vrai dans notre société que cela resterait vrai dans la meilleure des sociétés socialistes à un échelon national quelconque. Tant qu'une société socialiste ne sera pas suffisamment universelle et aussi longtemps qu'à un échelon géographique quelconque la coordination sociale sera assurée par un appareil d'Etat central en expectative devant ceux d'autres nations, le syndicalisme indépendant assurera, même dans cette société-là, la séparation des pouvoirs, par le maintien de son pouvoir de contestation et son rôle d'expression de l'intérêt immédiat et concret de ceux qui travaillent, contre l'intérêt souvent différent qui correspondrait toujours à la nécessité de stratégies concurrentielles entre nations ou groupes de nations. Cette constatation fut, sur des plans différents, aussi vraie pour la révolution espagnole ou la révolution russe qu'elle l'est pour la révolution algérienne.

Etat et Syndicat restent ou doivent rester des organismes opposés aussi longtemps que le premier n'est pas remplacé par un autre mode d'organisation sociale que celui de la coercition et de la centralisation, quelles que soient les raisons qui peuvent déterminer l'une et l'autre.

4. — Tendances actuelles du syndicalisme

La dimension de l'adversaire étatique pourrait nous conduire à penser que ces tendances actuelles n'ont pas d'autre aboutissement possible que celui de son absolutisme final. Cependant, pour avoir fait changer de plan les luttes de classe et les contradictions capitalistes, l'étatisme ne les a pas fait disparaître. En conséquence, l'Etat adversaire de la classe ouvrière a lui aussi ses points vulnérables.

Ce sont les nécessités de la décentralisation économique régionale. Celles des ramifications multipliées. Celles de grands ensembles fédérés supranationaux limitant au maximum les concurrences nationales.

Celles qu'entraîne « la remise en question, dans les perspectives économiques actuelles, du gigantisme gestionnaire industriel et des entreprises concentrationnaires, soit dans certaines branches économiques, soit à partir de certains degrés de concentration, et ceci aussi bien aux U.S.A. qu'en U.R.S.S.

Les cris d'alarme suscités par le degré d'importance des problèmes humains rattachés aux mêmes constatations en rapport avec ceux de la démographie, sur les plans de l'habitat, de la circulation, des transports, du bruit, des pollutions atmo-

sphériques, des cadences et des durées de travail, de l'éducation, de la délinquence juvénile et de bien d'autres problèmes sociaux concernant les rapports entre l'homme individu et les hommes en masses.

La nécessité du recours aux initiatives différenciées et réparties sur l'ensemble des territoires, le besoin d'entreprises autonomes et capables d'adaptations locales immédiates, les évolutions constatables tant en Yougoslavie qu'en Algérie s'imposèrent tour à tour ou simultanément. Ce sont enfin les appareillages électroniques de coordination qui ont prouvé que les coordinations économiques les plus complexes peuvent passer dans les mains d'organismes purement scientifiques ou techniques contrôlables sans nécessité de supervision coercitive.

Loin d'aboutir à la nécessité d'un Etat coercitif supervisant toutes les coordinations économiques complexes, l'évolution actuelle du monde tend plutôt à nous prouver la nécessité d'une autonomie de gestion de chaque grande branche économique fédérée. Nous assistons à la juxtaposition de grandes coordinations économiques qui pourraient passer par-dessus les frontières en même temps que par-dessus les intérêts opposés des divers Etats concurrentiels, c'est-à-dire des capitalismes actuels.

Non loin de l'intégrer à l'Etat, le syndicalisme a deux points d'appui essentiels pour assurer le maintien de son opposition à l'Etat. La décentralisation économique intérieure des nations. La tendance aux formations économiques internationales par-dessus les cadres des nations.

C'est en développant ses Unions locales, départementales et régionales en rapport avec les mouvements de décentralisation comme autant d'organismes échappant à toute entreprise étatique. C'est en développant les bureaux de liaisons pour en faire de véritables organisations syndicales d'action internationale différenciées, mais dans le seul cadre ouvrier, que le syndicalisme pourra maintenir devant les tendances actuelles de l'Etat son opposition permanente contre lui.

Ce n'est qu'en demeurant une organisation extérieure à l'Etat que le syndicalisme conservera contre l'Etat, à toutes fins utiles, ses armes classiques de la revendication et du contrôle, et ses possibilités d'accession à la capacité de gestion économique et sociale.

CONCLUSIONS

Le problème de l'Etat apparaît au syndicalisme tant dans l'immédiat que dans une société transitoire comme essentiellement celui de la nécessité du maintien, en tout état de cause, d'organismes différenciés aux attributions clairement définies, même dans le cas le plus favorable où les organismes de gestion, de revendication et d'intervention peuvent être imaginés comme autant d'expressions d'un mouvement ouvrier majeur, *et même si tous ces organismes sont autant de créations syndicalistes.* Quelle que soit la forme d'organisation sociale, tous les pouvoirs et toutes les attributions ne peuvent et ne doivent finalement être concentrées dans les mains d'un organisme unique. La vie sociale ne peut être que le mouvement résultant du fonctionnement réel de rouages complémentaires ou opposés le cas échéant et non la mise en application d'une décision unique *quel qu'en soit le mode d'élaboration.*

C'est du moins ce qui ressort, et des leçons du passé, et des esquisses sociales nouvelles les plus clairement affirmées dans le monde, toute projection pure et simple dans un avenir imaginé, et ne se basant ni sur les premières ni sur les secondes, ne relevant que de « l'utopie toute prête » dont le syndicalisme, moins que quiconque, ne peut se contenter.

LA TABLE RONDE SYNDICALISTE DE LA LOIRE

(A suivre.)

Parmi nos LETTRES

Et l'impérialisme chinois !

D'un VIEIL ABONNE :

« L'ère des nations est finie; celle des empires commence », écrit Louzon dans la R.P. d'octobre. Et pourtant il y a plus d'Etats nationaux que jamais. Le nombre des membres de l'O.N.U. a plus que doublé en vingt ans. Nations plus ou moins « protégées », pour la plupart, très probablement. En attendant d'être incorporées à un empire...

Lequel ?

Louzon, du fait que l'U.R.S.S. aurait un certain retard dans l'armement nucléaire ne voit plus que l'impérialisme américain.

Or, il y a vingt ans, dans une étude remarquable qui constituait, si je ne me trompe, le premier numéro des Etudes matérialistes, *Louzon posait la question :*

« Qui fera l'unification du monde ? ». *Il voyait trois champions en lice : la Russie, les U.S.A. et le Japon.*

Si l'on considère aujourd'hui le Kremlin comme éliminé (mais c'est aller bien vite !) restent en présence l'Amérique et... la Chine *(le Japon se trouvant complètement surclassé du fait de l'apparition d'un Etat chinois véritable).*

Pourquoi ce nouvel Etat ne s'engagerait-il pas, lui aussi, quoique dernier venu dans ce qui est la loi des Etats, l'extension de la puissance ?

Inutile de rappeler les immenses atouts qui sont en sa possession : presque un milliard d'habitants, lesquels sont loin d'être tous sur le continent. Dans toutes *les îles, grandes et petites, des océans Indien et Pacifique il y a des colonies chinoises, lesquelles sont très attentives à la mère Patrie. Quelle base magnifique pour un impérialisme ! Et quel effort de pénétration dans les pays du tier-monde, au point d'éclipser l'U.R.S.S. elle-même.*

Sans aller si loin, je connais un pays (la France) qui est inondé de littérature chinoise, souvent très luxueuse, dont voici un aperçu : La Chine *(mensuelle),* La Chine en construction *avec pour supplément* Cent fleurs s'épanouissent *(mensuel),* Pékin information *(hebdo),* Le Commerce extérieur de la Chine *(trimestriel),* Littérature chinoise *(trimestriel),* L'Ecran chinois, Le Printemps *et, encore, en esperanto* El Popola Cinio.

***

Le rôle du Sénat :

De B. GIAUFFRET (Alpes-Maritines) :

Cela devient une mode. On soupire après les trois Républiques défuntes et l'ami Péra nous a présenté un gentil plaidoyer en faveur du Sénat de la III[e] République !

Tout de même, non !

Le Sénat qui refusa obstinément le droit de vote aux femmes et le droit syndical aux fonctionnaires — le Sénat qui applaudissait à toutes les mesures de répression contre la classe ouvrière... Elu par les notables ! Quels notables ? Le maire de Trifouilly-les-Oies (48 habitants) qui pesait autant que le maire de Saint-Denis, de Lens et plus qu'un doyen de la Faculté (élu par ses pairs...). Dans les départements ruraux, ce corps électoral

« restreint » était le rassemblement des « clients » de M. X... ou de M. Y... tout bonnement.

Quant à la IIIe, si elle était belle sous l'Empire, gardons-nous de la trouver belle sous le Consulat ! Elle avait si jésuitement organisé la ségrégation scolaire : l'école primaire pour le peuple et les lycées pour la bourgeoisie qu'on ne s'avise pas combien cet ordre était contraire à cette déclaration des Droits de l'homme qu'on faisait réciter aux petits prolétaires. Et ni M. Herriot ni M. Blum ne brisèrent fondamentalement le mur qui créait et maintenait les castes ! Ils étaient pourtant de gauche.

***

Un désabonnement

De Pierre DURY, de la Mayenne :

*Je ne me réabonne pas. Motif : **L'orientation rédactionnelle de votre revue qui, malgré** son titre, malgré des protestations, reste toujours aussi bienveillante à l'égard des majoritaires du SNI, réformistes, « social-traîtres », **anciens amicalistes, hiérarchistes, intégrationnistes dans les commissions gaullistes (Commission Laurent, de la Carte scolaire...).***

*Si c'est comme ça que vous concevez **la lutte des classes, une possible réunification ouvrière sur des mots d'ordre unitaires, je ne comprends plus.***

Et je ne parle pas de la simili-démocratie qui règne au S.N.I...

Je sais... il y a pire... Alors, est-ce une raison ?

Je souhaite que ce que vous perdrez du côté de l'E.E. (l'Ecole Emancipée), vous le retrouverez chez vos nouveaux amis réformistes.

Enfin, j'ose espérer que vous déchirerez enfin le voile derrière lequel vous vous cachez, en changeant le titre de votre revue...

Eh bien ! Le camarade Pierre Dury est **un dur !** Il va même rechercher de très vieilles injures contre les majoritaires de son propre syndicat : « social-traîtres », par exemple. S'ils sont réformistes, à quoi sont-ils traîtres ? Quand à « anciens amicalistes », il faut expliquer aux non-initiés qu'avant les syndicats d'enseignants existaient des « amicales ». Mais il y a plus de quarante ans qu'elles ont été remplacées par les syndicats. Comment les militants actuels pourraient-ils être « d'anciens amicalistes » ?

Une question au camarade Dury : avec qui donc veut-il faire l'unité ? Seulement avec ceux qui sont aussi révolutionnaires que lui ? Il est vrai qu'il dit lui-même : « je ne comprends plus ! »

Nous ne discuterons pas : sur la foi des propos qu'il nous tient aujourd'hui, il est incomparablement plus révolutionnaire que nous. Nous serions seulement fâchés s'il s'avisait de faire la révolution sans que, par manque d'information, nous ne puissions nous trouver dans les parages.

« Le voile derrière lequel nous nous cachons » est si transparent que notre trahison n'a pu échapper à la clairvoyance révolutionnaire du camarade Dury. Quant à changer notre titre, il ne doit pas y compter. Nous tenons trop à lui et à ce qu'il veut dire. — **R. G.**

CE QUE DE GAULLE DISAIT EN 1953...

« La menace soviétique impose aux peuples libres de l'Europe d'organiser en commun leur défense. Cette défense, il faut qu'elle se conjugue avec celle du monde libre tout entier, et non pas qu'elle en soit séparée par des cloisonnements. Ces nécessités stratégiques rejoignent — car tout se tient — toutes les raisons qu'a l'Europe de marcher vers l'unité...

« Mais, au lieu d'une fusion intolérable et impraticable, pratiquons l'association. En poursuivant des chimères, on a déjà perdu des années. Commençons par faire l'alliance des Etats libres de l'Europe. Cette alliance, organisons-la. Il y faut une direction : ce sera le conseil des chefs de gouvernement réunis d'une manière organique et périodique. A cette direction il faut un instrument de travail et d'exécution : ce sera l'état-major combiné, si l'on veut le commissariat, mais un commissariat qui n'aura pas le front de se proclamer souverain. Ainsi seront arrêtés les plans, fournis les moyens, répartis les commandements. Ainsi seront fusionnés tous les services qui doivent l'être : infrastructure, communications, ravitailllement, fabrications d'armements, etc.

« Chacun entre dans l'alliance avec tous les moyens dont il dispose et tous les territoires dont il a la charge. L'engagement est pris par tous de se tenir pour attaqués si l'un d'eux est attaqué. Chacun s'engage également à n'entamer d'hostilités contre l'éventuel adversaire que si le conseil est d'accord. Enfin la coopération de l'alliance européenne avec d'autres puissances, notamment avec l'Amérique, pour la défense de l'Europe est réglée par le conseil.

« Je ne vois pas pourquoi la Grande-Bretagne refuserait de faire partie d'une coalition ainsi comprise et où elle jouerait évidemment un rôle très considérable. Cela étant, et dès lors, que subsiste le pacte avec l'Amérique, je tiens pour nécessaire que l'Allemagne de l'Ouest soit introduite dans l'alliance européenne. D'ailleurs, le fait que c'est l'Union française tout entière, avec tous ses moyens, et non pas la seule métropole, qui en ferait partie assurerait l'équilibre interne de l'alliance. Il est vrai que cela implique que de notre côté on fasse l'Union française elle-même.

« **Sur la base de cette alliance, il faut bâtir une confédération, c'est-à-dire un organisme commun, auquel les divers Etats, sans perdre leur corps, leur âme, leur figure, délèguent une part de leur souveraineté en matière stratégique, économique, culturelle.**

« Mais à cette confédération on doit donner une base populaire et démocratique. Ce sont les peuples qui ont à la créer. Encore faut-il le leur demander. La première étape doit être un vaste référendum organisé simultanément dans tous les pays intéressés. Il y aura là au surplus une grande force pour appuyer ceux qui veulent la communauté et une affirmation puissante vis-à-vis des Etats totalitaires au delà du rideau de fer.

« **Mon opinion est que les institutions confédérales doivent comporter le conseil des premiers ministres, une Assemblée procédant du suffrage universel et une autre représentant les réalités régionales, économiques, intellectuelles, morales, des Etats participants ; enfin une cour, dont les membres, inamovibles, seront choisis parmi les magistrats.**

« Ainsi se mettront à vivre en coopération régulière et organisée les peuples de l'Europe. Le temps et les événements auront à faire ensuite le reste. Je crois bien qu'ils le feront parce que, à moins de catastrophe, en marchant vers l'unité l'Europe marche vers le sens de l'histoire. »

(Conférence de presse du 25 février 1953, au moment de la querelle de la C.E.D.)

A travers les LIVRES

USCITA DI SICUREZZA

d'Ignazio SILONE :

(Vallechi, Editore, Firenze)

Ce livre qui, à ma connaissance, n'a pas été publié en français, rassemble un certain nombre de textes écrits à des époques différentes ; tous portent témoignage sur la formation puis la vie militante de Silone lui-même. Témoignage passionné certes mais dont le ton de sincérité ne laisse pas de doute et qui intéresserait par son contenu « politique » comme par sa valeur humaine nombre de nos camarades s'il était publié en français.

Né la deuxième année du XIXe siècle, Silone est le fils d'un petit propriétaire des Abruzzes — terre pauvre mais riche de saints et de libertaires. Dès son enfance, il reçoit de son père les premières leçons de fraternité et de pitié. Le jeune Silone a ri en voyant entre deux carabiniers un prisonnier burlesque. Le père corrige l'enfant étonné et lui explique :

— *On ne se moque jamais d'un détenu... Parce qu'il ne peut se défendre. Parce que peut-être il est innocent. En tout cas parce que c'est un malheureux !*

Ainsi, dès la première page, Silone nous marque sous quel « signe » il s'est formé. Sa formation, il la continue, orphelin dans les écoles chrétiennes où il prend au sérieux les principes de charité qu'on dispense aux élèves. Et le voilà en vrai chrétien révolté contre un enseignement qui prône des vertus que nul ne pratique, révolté contre l'Eglise elle-même et contre l'hypocrisie de sa position sociale, révolté contre les riches qui spolient les pauvres, révolté contre les puissants qui piétinent les faibles... Cette révolte sentimentale le conduit, à peine adolescent, à organiser avec une bande de jeunes ruraux des « rivoluzione » tellement puériles qu'ils peuvent, un soir, se demander si on pourrait « en une nuit » établir le socialisme dans le bourg endormi !

A la fin de la première guerre mondiale, il gagne la ville. Mal nourri, mal logé, avide de justice et d'action, il découvre le mouvement ouvrier dans une Italie en pleine effervescence. Avec toute l'ivresse de sa jeunesse, il se jette dans la foi nouvelle : le marxisme. Une voie s'est ouverte devant lui. C'est l'issue de secours, la porte de sécurité. Dans l'enthousiasme de sa découverte, il crierait volontiers comme Christophe Colomb abordant l'Amérique : Terre ! terre. Pour lui, le monde avait changé d'aspect.

***

Et pourtant, une dizaine d'années après, quoique parvenu à un poste dirigeant du parti clandestin en lutte contre le fascisme, il se met « en sommeil », puis sur un incident, somme toute mineur, il quitte le parti : « *...Mieux valait en finir une fois pour toutes. Je ne devais pas laisser s'enfuir cette nouvelle, cette providentielle occasion, cette* « issue de secours » *: Il n'y avait pas de sens à rester là à discutailler. C'était fini. Grâce à Dieu.* »

Que s'était-il donc passé ?

Dirigeant du parti communiste clandestin, Silone, aux côtés de Togliatti, avait pris contact avec les dirigeants de l'Internationale Communiste, à l'époque où les luttes internes du parti russe s'exaspéraient. Là, il a trouvé manœuvres, palinodies, mensonges, inhumanité. Il ne se sentait inféodé ni à Trotsky, ni à Zinoviev mais avant de condamner ces compagnons de Lénine, il voulait connaître les pièces du procès. Dès lors, il n'est plus qu'un petit-bourgeois, amateur de discussions académiques avant de devenir un « anormal politique, un cas clinique »...

Les « staliniens » étaient dans la logique du combat : on se bat pour vaincre et tous les moyens sont bons contre l'adversaire capitaliste et aussi contre ceux qui refusent la discipline, « force principale des armées », disait le vieux règlement militaire français !

Lui, Silone (et quelques autres : Albert Treint, Humbert-Droz...) sont dans leur logique d'humanistes. Peut-on fonder une société juste par des moyens injustes ?

Eternel problème de la fin et des moyens.

L'histoire nous apprend que les moyens injustes aboutissent à créer une société qui aura aussi ses injustices et ses profiteurs — mais elle nous apprend également que lorsqu'une société stagne dans sa pourriture, il faut la détruire pour créer un ordre nouveau et cela ne se fait point par des homélies...

Devenu un ex (ex-communiste) marqué par sa vie comme les défroqués ou les vieux militaires, Silone voit se dérouler les événements (Budapest par exemple) qui l'écartent de plus en plus de ce qui fut, pour lui, le marxisme. Mais il proclame sa confiance, plus vive que jamais, dans un « socialisme » qui transcendera le « marxisme » : Socialisme qu'il ne cherche pas à définir : le socialisme a présenté en un siècle tant de visages, de Saint-Simon à Lénine, de Trotsky à Staline, de Khrouchtchev à Mao, qu'il serait sans doute bien osé de présumer ce qu'il sera en l'an 2000 !

Mais il demeure l'espérance magique que tout homme solidaire de la classe exploitée garde au fond de lui-même, même si sa raison l'invite à douter de sa foi.

B. GIAUFFRET.

***

LE ROMAN POPULAIRE

Par Pierre BOUJUT et Jean DUPERRAY

Le roman feuilleton et son archétype *Fantômas*, entretiennent-ils comme une sorte d'« opium du peuple », les lieux communs, les idées acquises, une fois pour toutes, et cette part de conformisme anti-révolutionnaire qui est une des constantes de la passivité à peu près permanente des foules ?

Au contraire, comme l'ont montré les surréalistes, à propos de Judex, puis de sa *Nouvelle Mission*, ne sont-ils pas des manifestations irremplaçables aux lieux et époques où elles sont decelées, des aspirations toujours renouvelées et irrépressibles à une transformation effective du monde dans le sens de la Beauté et de la Liberté ? Ne sont-ils pas les expressions paradoxales en termes conventionnels d'un intense et permanent désir de secouer l'aliénation sociale ?...

Tout cela reste-t-il vrai dans notre monde mécanique, comme tendraient à le signifier les immenses succès de *Rocambole* et de *Belphégor* réapparaissant sur le petit écran au cours des deux dernières années ?

Tels sont quelques-uns des problèmes, entre autres, que, pour l'intérêt d'abord et le plaisir qu'elle y a trouvé, pose à son tour et à sa manière l'équipe de « La Tour de Feu ».

Un essai y répondra de manière péremptoire sous le titre « Le cinéma imprimé de Marcel Allain ». Autour de ce texte qui sera complété par une anthologie *Fantômas* une bibliographie de l'œuvre de Marcel Allain (600 volumes) et un rappel des réactions qu'elle a suscitées depuis cinquante ans les poètes de la Tour de Feu danseront avec des poèmes en prose ou en vers, sérieux ou burlesques, litaniques ou pastiches, sur une musique de *Fantômas* et avec la fantaisie de chacun !

Vous pouvez d'ores et déjà retenir le numéro spécial format revue beau papier, orné de 11 hors-textes et d'une couverture en couleurs, à paraître en octobre 1965, sur près de 200 pages, contre 5 F, à Pierre Boujut, Jarnac, C.C.P. Bordeaux 513-99.

LES FAITS DU MOIS

VENDREDI 1er OCTOBRE. — **En Indonésie, six généraux tués par les communistes, dont le chef de l'armée de terre.**
Willy Brandt renonce à son mandat de député au Bundestag allemand.
LUNDI 4. — Paul VI parle à l'O.N.U.
L'U.R.S.S. lance Luna-7 vers la lune.
La **Yougoslavie** soutient l'Inde dans son conflit avec le Pakistan.
VENDREDI 6. — 29 députés indépendants sur 35 votent contre le gouvernement à propos de l'indemnisation des rapatriés d'Algérie.
2.000 paysans **japonais** s'opposent aux essais de fusées américaines.
VENDREDI 8. — **Luna-7** n'a pas réussi à se poser sur la Lune.
En **Indonésie**, un million de personnes réclament l'interdiction du parti communiste.
La Rhodésie menace de proclamer son indépendance.
Arrestation d'opposants en Algérie dont 25 Français.
SAMEDI 9. — Adenauer accuse le ministre **allemand** Schroeder de « pousser la France aux côtés des Russes.
DIMANCHE 10. — Les élections en **Allemagne de l'Est** donnent 99,89 % des suffrages aux candidats officiels.
En Turquie, le parti de la justice conquiert 54 % des suffrages.
LUNDI 11. — La grève du **New York Times**, qui a duré 25 jours, se termine par un compromis.
En Belgique, Camille Huysmans constitue à Liège un nouveau parti socialiste « fédéraliste », antiatlantique.
Au Nigeria, violentes bagarres électorales.
MARDI 12. — Pourparlers entre le C.N.P.F. et F.O. et C.F.D.T. pour l'amélioration des retraites complémentaires.
Un ministère bourgeois succède en **Norvège,** au ministère travailliste.
MERCREDI 13. — **Au Congo,** Kasavubu remplace Tschombé par Kimba.
A La Rochelle, à la suite de licenciements, violente manifestation ouvrière.
Au Nigeria, il y eut plusieurs morts à l'occasion des élections où les deux grands partis prétendent avoir remporté la victoire.
JEUDI 14. — Le premier ministre **syrien** préconise la guerre immédiate contre Israël.
Trois professeurs **français,** MM. **Jacob, Lwof et Monod,** reçoivent le **Prix Nobel de Médecine** et l'écrivain **russe Cholokhof** celui de **Littérature.**
VENDREDI 15. — Le gouvernement **chinois** exige d'Alger l'ajournement du second Bandoung.
Michelin abandonne ses plantations à **Dom-Tieng,** occupé par le Vietcong.
L'accord **pétrolier franco-algérien** est approuvé à l'Assemblée Nationale par l'U.N.R. et le P.C.
SAMEDI 16. — L'U.R.S.S. annule son invitation au prince Sihanouk, roi du Cambodge.
La C.G.T. soutient la candidature Mitterrand à l'Elysée.
LUNDI 18. — **A Djakarta,** la mission commerciale chinoise est mise à sac.
Grève des **chauffeurs de taxis lyonnais.**
MARDI 19. — **M. Lecanuet,** chef du M.R.P., annonce sa candidature à l'Elysée.
Aux Nations Unies, le groupe afro-asiatique réclame l'emploi de la force contre l'indépendance de la Rhodésie.
A Bruxelles, grève des journalistes au quotidien communiste « Le Drapeau Rouge ».
MERCREDI 20. — Une quarantaine de syndicalistes, membres de l'E.D.A. sont arrêtés à **Athènes.**
JEUDI 21. — La conférence de l'O.U.A. se réunit à Accra en l'absence de la majorité des Etats francophones.
VENDREDI 22. — Grève des syndicats **péronistes** en **Argentine.**
La F.N.S.A. invite les agriculteurs à voter contre de Gaulle.
Louis Saillant est réélu secrétaire général de la **F.S.M.**
La « C.F.T.C. maintenue » affirme grouper près de 100.000 adhérents.
SAMEDI 23. — Le Pakistan invite l'O.N.U. à intervenir pour obliger l'Inde à retirer ses troupes du **Cachemire.**
Le Congrès radical se prononce en majorité pour la candidature Mitterrand à l'Elysée.
DIMANCHE 24. — Réunion à **Paris** des dirigeants socialistes **européens.**
LUNDI 25. — **Harold Wilson** se rend à Salisbury pour tenter d'éviter le conflit avec la **Rhodésie.**
L'Episcopat français autorise des prêtres à travailler en usine.
En Grande-Bretagne, la Chambre des **Lords** vote l'abolition de la peine de mort.
MARDI 26. — Les « **Cinq** » invitent la **France** à reprendre sa place dans le **Marché Commun.**
JEUDI 28. — Meeting à Paris contre la **proposition russe** à l'O.N.U. assimilant le sionisme au **nazisme.**
En Indonésie, guerre déclarée à Java entre l'armée et les communistes.
Voyage de **M. Couve de Murville** en U.R.S.S.
VENDREDI 29. — **Au Congo,** un partisan de Tschombé assigné à résidence.
SAMEDI 30. — A Moscou, M. Couve de Murville déclare que Paris et Moscou doivent accorder leurs politiques.
L'Egypte s'engage à retirer ses troupes du Yemen à partir de décembre.
DIMANCHE 31. — La presse américaine, anglaise et italienne critique la diplomatie française.

D'où vient l'argent ?

MOIS D'OCTOBRE 1965

RECETTES :

Abonnements ordinaires	1.285,—	
Abonnements de soutien	829,78	
		2.144,78
Souscription		235 —
Vente au numéro		64 —
Total des Recettes		2.413,78
En caisse au 1er octobre 1965		1.595,21
		4.009,21

DEPENSES :

Loyer		300 —
Frais voyages		90 —
P. et T. (téléphone-timbres)		90,38
Total des dépenses		480,38
En caisse au 31 octobre 1965 :		
Espèces	686,70	
C. C. P.	2.842,13	3.528,83
		4.009,21

LES ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Bureau (Seine), 40 ; Courdavault (Charente-Maritime), 50 ; Goffin (Belgique), 100 ; Mme Guillaume (Loire), 50 ; Hervé (Indre-et-Loire), 35 ; Itard (Seine), 30 ; Jam (Seine), 30 ; Laufer (Seine), 50 ; Leclercq (Seine), 40 ; Leprix (Seine), 30 ; Martinet D. (Seine), 100 ; Pironin (Puy-de-Dôme), 50 ; Sanchez (Seine), 50 ; Sauve (Dordogne), 30 ; Van Bethem (Hollande), 63,78 ; Vega (Haute-Marne), 40 ; Vernet (Drôme), 30 ; Vidal (Puy-de-Dôme), 31. — Total : 829,78 francs.

LA SOUSCRIPTION

Argence (Isère), 4 ; Caubel (Loiret), 5 ; Deloffre (Pas-de-Calais), 4 ; Duperray (Loire), 6 ; Farvacque (Nord), 5 ; F.O. Air France (Seine), 4 ; Gambau (Seine), 5 ; Gavard (Seine), 5 ; Golson (Oise), 5 ; Guilloré (Seine), 40 ; Jardin (Côte-d'Or), 10 ; Jouveshomme (Seine), 5 ; Laillier (Seine), 5 ; Le Coutaller (Finistère), 5 ; Lejeune (Seine), 2 ; Louzon (Alpes-Maritimes), 100 ; Nantas (Seine), 5 ; Odin (Rhône), 5 ; Perat (Aisne), 5 ; Perrot (Pas-de-Calais), 5 ; Simplet (Rhône), 5. — Total : 235 F.

Les Editions Syndicalistes

21 rue Jean-Robert - PARIS XVIIIe C.C.P. 21 764-88 Paris

Les Ecrivains Ouvriers

Notre librairie vous offre actuellement les ouvrages suivants aux prix indiqués **(ajouter 10 % pour frais d'envoi) :**

Nicolas FAUCIER	
La Presse Quotidienne	15,—
Roger HAGNAUER	
Les Joies et les Fruits de la Lecture	6,—
L'Expression orale et écrite	9,50
Maurice LABRI	
La Grande division des Travailleurs	27,75
Maurice LIME	
Les Belles Journées	5,—
Le Maire du Palais	15,—
Métro Place des Fêtes	9,—
Pierre MONATTE	
Trois Scissions syndicales	6,90
Daniel MOTHE	
Militant chez Renault	12,—
Georges NAVEL	
Chacun son Royaume	12,—
Parcours	7,50
Travaux	4,50
Sable et Limon	9,50

Nos brochures

Evert ARVIDSSON	
Le Syndicalisme libertaire et « Welfare Sate »	2,—
Jean DE BOE	
Notre Doctrine syndicale	1,—
Roger HAGNAUER	
L'Actualité de la Charte d'Amiens	1,—
Louis MERCIER	
Présence du Syndicalisme libertaire	3,—
Cuba, Révolution et Contre-Révolution	2,—
Pierre RIMBERT	
Pour un nouveau Manifeste Socialiste	2,—

Imp. « E.P. », 232, rue de Charenton, Paris 12e Le directeur de la publication : Ferdinand CHARBIT
Travail exécuté par des ouviers syndiqués.